



SARKOZY HOSPITALISÉ

Le président français est victime d'un malaise en jogging

Page B 1

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

Vol. C N° 166

LE LUNDI 27 JUILLET 2009

1,10 \$ + TAXES = 1,25 \$

Les trains redémarrent chez Via Rail

Le transporteur et ses employés en grève ont accepté de s'en remettre à un arbitre

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Le trafic des trains de voyageurs de Via Rail Canada, interrompu depuis vendredi midi en raison de la grève des 340 chefs de train et chefs de triage, a repris hier soir.

Via Rail et la Conférence ferroviaire de Team-

sters Canada (CFTC) ont accepté la médiation d'un arbitre du travail.

Hier aux aurores, les deux parties ont consenti à soumettre le fond du litige qui les oppose à l'arbitrage exécutoire. L'arbitre du travail Michel Picher imposera une nouvelle convention collective aux deux parties, et ce, «probablement cet au-

tomne», selon la porte-parole de Via Rail Canada, Claude Arsenault.

Alors que quelques trains en partance de Montréal et de Toronto ont fait entendre leur sifflement hier soir, le service devrait être complètement rétabli ce matin «pour la majorité des liaisons».

«Ce qui a précipité l'entente, c'est la volonté partagée par la compagnie et le syndicat de remettre le service sur les rails, de mettre un terme à la grève et de trouver une autre façon de régler les différends que de causer des incon vénients à nos clients

VOIR PAGE A 8: TRAIN



PATRICK HERTZOG AGENCE FRANCE-PRESSE

La logique a finalement prévalu au Tour de France, Alberto Contador, nettement plus fort que ses compétiteurs, signant sa deuxième victoire sur la Grande Boucle. Son coéquipier Lance Armstrong, de retour sur le circuit après une retraite de plus de trois ans, a dû se contenter de la troisième place, lui qui détient toujours le record du plus grand nombre de victoires au Tour de France avec sept titres.

CYCLISME

La fin d'un Tour apaisé

Contador est sacré champion à Paris au terme d'une course sans dopage apparent

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Après les éditions mouvementées des dernières années, le 96^e Tour de France s'est terminé hier à Paris sur une note apaisée. Deuxième maillot jaune pour Alberto Contador, huitième podium pour Lance Armstrong, sixième victoire d'étape pour Mark Cavendish... et gros soulagement chez les organisateurs qui ont pu fêter l'arrivée d'une Grande Boucle sans dopage apparent.

Le Britannique Cavendish a donc encore une fois écrasé toute concurrence sur la ligne de sprint en coiffant ses adversaires au final des Champs-Élysées, hier. Performance inédite pour un sprinter contemporain, Cavendish enfilait du coup une sixième victoire dans ce Tour, et une dixième en deux ans.

VOIR PAGE A 8: TOUR

À lire aussi en page B 4

■ Mystérieux Contador

TRANSPORTS

Bienvenue aux chiens, aux chats... et aux allergies

Air Canada permet maintenant les petits animaux en cabine

■ À lire en page A 3



ANDREA COMAS REUTERS

ÉTHIQUE ET RELIGIONS

Meurtre d'honneur: le Canada serait-il victime de sa tolérance?

■ À lire en page B 6



JON NAZCA REUTERS

Allaitement exclusif pendant les six premiers mois de l'enfant: c'est ce que les spécialistes recommandent aujourd'hui... parfois avec trop d'insistance.

Allaiter ou culpabiliser

Des mères qui ne donnent pas le sein se sentent victimes d'une police de l'allaitement

Recommandé par tous les experts, l'allaitement maternel a la cote. Dans les CLSC, les cours prénatals et les salles d'accouchement, on ne jure que par lui. Au point que certaines mamans se disent victimes de la police de l'allaitement.

LISA-MARIE GERVAIS

L'allaitement maternel n'a pas toujours été «à la mode». Au début du XX^e siècle, il était de bon ton de sevrer rapidement les bébés, devant l'épuisement des mamans qui devaient accomplir les tâches ménagères tout en élevant des familles nombreuses. Considéré plus fiable que le lait maternel, le lait artificiel — la fameuse formule — a connu ses heures de gloire dans les années 50, au grand bonheur des compagnies pharmaceutiques.

Cette époque est aujourd'hui complètement révolue. De par le monde, les autorités médicales ont remis l'allaitement au goût du jour. Gare aux mères «indignes»

qui ne consentiraient pas à donner la tétée à bébé. L'Organisation mondiale de la santé (OMS), Santé Canada et la Société canadienne de pédiatrie recommandent l'allaitement exclusif pendant les six premiers mois après la naissance. Pourtant, selon une enquête sur la maternité menée récemment par l'Agence de la santé publique du Canada, si 90 % des futures mères disent avoir l'intention de nourrir exclusivement leur enfant au sein, seulement 14 % d'entre arrivent à s'y tenir jusqu'à six mois.

Au Québec, la version 2009 de *Mieux vivre avec son enfant — De la grossesse à deux ans*, la bible des mamans produite par l'Institut national de santé publique,

VOIR PAGE A 8: ALLAITEMENT

L'ENTREVUE

Une démarche évocatrice

FRANÇOIS LÉVESQUE

Peut-être les cinéphiles auront-ils remarqué au cours de la dernière année l'arrivée d'un nouveau joueur dans le milieu de la distribution de films au Québec. Evokative Films, avec son logo coloré et sa gamme hétéroclite d'œuvres de genre, a vite su se démarquer. L'occasion faisant le larron, *Le Devoir* a voulu profiter de la présence de sa fondatrice Stéphanie Trépanier au festival FanTasia afin d'en savoir un peu plus sur elle et sa petite entreprise qui, jusqu'à présent, ne connaît pas la crise.

D'emblée, le néophyte s'interrogera peut-être sur ce qu'est, au juste, une maison de distribution. Le distributeur achète au producteur ou au studio les droits d'exploitation d'un film sur un territoire donné. «Mon travail consiste à être à l'affût non seulement des nouvelles productions, mais aussi de celles à venir. Je vois énormément de copies de visionnement et, quand je jette mon dévolu sur un titre, j'approche les ayants droit. On négocie un prix, on convient d'une entente. Evokative Films acquiert les droits de distribution pour tout le Canada.»

Voilà certainement un métier dont on n'entend pas vraiment parler à l'école. Bien sûr, le merveilleux monde du cinéma en attire plus d'un, mais la distribution ne figure pas parmi les secteurs *glamour* de l'industrie: c'est un boulot de l'ombre où le strass n'a guère sa place.

La bosse des affaires

De qui Stéphanie Trépanier tient-elle sa bosse des affaires? «Mon père a bâti sa propre entreprise. Il est parti de chez lui à 14 ans. Il a toujours travaillé très fort et s'est construit une vie et un métier de manière autoédicte. Ma mère assurant l'administration et la comptabilité de la compagnie, on peut dire que je suis tombée dedans.»

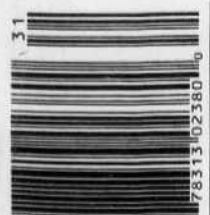


Stéphanie Trépanier

VOIR PAGE A 8: EVOKATIVE

INDEX

Annonces.....	B 6	Météo.....	B 5
Avis publics..	B 2	Monde.....	B 1
Culture.....	B 8	Mots croisés..	B 5
Décès.....	B 6	Religions.....	B 6
Économie.....	A 5	Sudoku.....	B 6
Éditorial.....	A 6	Télévision.....	B 7
Idées.....	A 7		



MONTRÉAL AVANT-APRÈS

Quartier des spectacles en émergence, CHUM à édifier, échangeur Turcot à reconstruire, campus de Concordia redéployé, carrefour du Parc-des Pins enfin redessiné... Les projets qui refaçonnent le visage de Montréal ne manquent pas ces jours-ci. Mais, à toutes les époques, la ville s'est bâtie et rebâtie, faisant disparaître, bouger ou apparaître des repères visuels qui marqueront leur époque. Tous les lundis de l'été, un petit voyage photographique dans le passé vous en fera la démonstration.



Une cérémonie, avenue Papineau, en 1915



Actuellement réaménagé afin de devenir plus sécuritaire et verdoyant, le terrain, dont l'aspect historique devrait être valorisé, offrira bientôt aux Montréalais une nouvelle aire de détente.

Un parc les deux pieds dans l'Histoire

Au XIX^e siècle, deux cimetières occupaient le terrain situé au croisement des rues Logan et Papineau

D'un lieu sacré à un lieu de divertissement, autrefois ceinturé d'une solide clôture de fer forgé, désormais bordé d'un simple grillage d'acier galvanisé, le terrain situé à l'intersection des rues Logan et Papineau, connu actuellement sous le nom de parc des Vétérans, était considéré au siècle dernier comme un des plus anciens lieux historiques de la ville.

GUILLAUME SAINT-JEAN

Le Military Cemetery et le St. Mary's Burial Ground, deux cimetières protestants, l'un militaire et l'autre civil, furent respectivement inaugurés en 1814 et 1815 sur deux lots mitoyens du chemin Victoria, l'actuelle avenue Papineau.

Même si la dualité linguistique existait déjà au début du XIX^e siècle, les cimetières de l'avenue Papineau étaient alors destinés à une population anglophone. Charles Hindelang, un patriote né en France et exécuté devant la prison du Pied-du-Courant le 15 février 1839, fut le seul francophone célèbre enterré en ces lieux.

En plus de cet homme, dont le corps n'aurait vraisemblablement jamais été retrouvé lors du déménagement du cimetière, on y enterra également de nombreux soldats des forces britanniques, ainsi que les dépouilles de certains membres de leurs familles décédés en Amérique du Nord.

Parmi les combattants qui reposaient en ces lieux, notons entre autres le lieutenant-colonel R.-P. Holmes (1789-1849), dont la main droite fut tranchée par un coup de mousquet lors de la bataille de Badajoz en 1812, et sir Benjamin D'Urban (1777-1849), un des plus imminents soldats des guerres napoléoniennes, également commandant des armées britanniques en Amérique du Nord de 1847 à 1849.

Ayant accueilli son dernier défunt militaire en 1869, le terrain est par la suite convoité à maintes reprises. Alors qu'on songeait déjà, en 1876, à expro-

traverser des rues fut également avancée. Le terrain fut acheté par la Ville de Montréal en 1944 au coût de 35 000 \$ afin d'être finalement transformé en parc, et on procéda au cours de la même année au transfert des tombes des soldats in-

humés en ces lieux vers le Champ d'honneur national situé à Pointe-Clair. Même si on répertoria alors 1797 inhumations et emplacements de sépulture, le site est aujourd'hui reconnu comme ayant un fort

potentiel archéologique puisque de nombreux ossements y subsistent toujours. Agrémenté d'un chalet, d'une patageoire et d'une proéminente dalle d'asphalte, le parc, qui longe la cour de nombreux résidents de la rue Cartier, fut toutefois bien peu fréquenté au cours des dernières années. Actuellement réaménagé afin de devenir plus sécuritaire et verdoyant, le terrain, dont l'aspect historique devrait également être valorisé, offrira bientôt aux Montréalais une nouvelle aire de détente, dont l'aspect autrefois peu accueillant ne sera plus que chose du passé.

Collaboration spéciale

LES ACTUALITÉS

EN BREF

Les pompiers contiennent les flammes en C.-B.

Vernon, C.-B. — Un homme et son fils qui avaient refusé d'obtempérer à un ordre d'évacuation pour protéger leur demeure riveraine contre un incendie de forêt qui faisait rage à Vernon, en Colombie-Britannique, se sont portés au secours du pilote d'un

bombardier d'eau qui s'est écrasé dans un lac. L'écrasement de samedi n'a toutefois pas ralenti les efforts de lutte contre l'incendie de forêt dans les collines surplombant le lac. Les équipes d'incendie sont parvenues à contenir les flammes. Et si le feu continuait hier de faire rage sur une superficie d'environ 4500 kilomètres carrés. Quelque 1200 personnes ont néanmoins été autorisées à rentrer à la maison. — *La Presse canadienne*

L'Arctique, prochaine zone de conflits?

Des spécialistes craignent une escalade des tensions dans la région

BOB WEBER

Edmonton — Alors que le Danemark vient de s'ajouter au groupe des nations ayant fait part de leur intention de renforcer leur présence militaire dans l'Arctique, des experts craignent que cette escalade augmente les risques de conflit dans la région.

«La question est de savoir si ces gestes, qui reposent sur une espèce de méfiance et la crainte quant à ses propres possessions, peuvent s'accumuler de façon à mener à un Arctique conflictuel», a affirmé Franklyn Griffiths, auteur et professeur à la retraite de l'Université de Toronto. «C'est inquiétant», a-t-il ajouté.

La semaine dernière, le Danemark a rendu public un exposé de position laissant pré-



BOB STRONG REUTERS

Plusieurs pays sont intéressés par l'Arctique.

voir d'importantes améliorations aux capacités nordiques du pays. Dans le document, Copenhague avance qu'il devrait mettre sur pied une force militaire combinant des actifs de l'armée de terre, de la mari-

ne et de l'aviation, avec des hélicoptères en mesure de transporter des troupes à tout endroit. Des avions de combat danois pourraient effectuer des patrouilles dans l'espace aérien groenlandais.

Les systèmes de surveillance devraient être modernisés et les navires de surveillance, remplacés. Une nouvelle structure de commandement devrait en outre être mise en place dans la région.

«Le réchauffement de la planète devrait faire fondre [la glace marine] et cela donnerait lieu à une activité accrue dans la ré-

gion de l'Arctique», a indiqué le brigadier-général Joergen Jacobsen, attaché militaire du Danemark au Canada.

Le Danemark n'est pas le seul pays intéressé par l'Arctique. La Russie a annoncé avoir l'intention de créer une unité de forces spéciales pour l'Arctique. Elle s'est également lancée dans un ambitieux programme de brise-glaces, a promis de moderniser sa flotte nordique et a envoyé des bombardiers à grand rayon d'action jusqu'aux limites aériennes de plusieurs pays de l'Arctique.

L'an dernier, la Norvège a choisi d'acheter 48 avions de chasse Lockheed F-35 en partie parce qu'ils sont adaptés aux missions dans l'Arctique.

Hier, le ministre canadien des Affaires étrangères, Lawrence Cannon, a minimisé les risques de conflit dans la région. «Je ne crois pas que nous devrions parler d'affrontement, a-t-il déclaré. En fait, ce n'est pas ce que nous voulons faire, pas plus que ne le veulent les autres partenaires et membres du Conseil de l'Arctique.»

La Presse canadienne

Le Canada en campagne

Ottawa — Le gouvernement conservateur a lancé hier une campagne publicitaire éclair visant à promouvoir son attachement à l'Arctique canadien.

Les ministres Chuck Strahl, Lawrence Cannon et Gary Goodyear ont publié des communiqués relatant les divers engagements pris par le gouvernement en faveur des régions nordiques du pays. Un site Internet mettra à jour les diverses mesures adoptées par Ottawa.

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, Chuck Strahl, a soutenu que le document et le site Internet démontreraient encore plus l'intérêt du gouvernement pour l'Ar-

ctique. Son collègue des Affaires étrangères, Lawrence Cannon, a ajouté que l'objectif du gouvernement était de tirer parti des ressources naturelles des régions nordiques afin de développer l'économie locale.

Le gouvernement fédéral a aussi promis une présence accrue des navires de guerre dans l'Arctique et la construction d'infrastructures militaires. Il a commencé à former une nouvelle unité militaire qui sera basée à Yellowknife, dans les Territoires-du-Nord-Ouest et dont le rôle sera d'assurer la défense du Nord canadien.

La Presse canadienne

ROLEX



OYSTER PERPETUAL COSMOGRAPH DAYTONA EN OR EVEROSE 18 CARATS

Bijouterie Gambard

Vente et service technique

630-A RUE CATHCART, CENTRE-VILLE MONTRÉAL (514) 866-3876

Destinations

ÉGYPTE

5 432\$ • TOUT INCLUS • 25 jours

27 oct. au 20 nov. 2009 • QUELQUES PLACES

5 au 29 nov. 2009 • COMPLET

12 nov. au 6 déc. 2009 • QUELQUES PLACES

ITINÉRAIRE LE PLUS COMPLET SUR LE MARCHÉ

HÔTELS ET BÂTEAUX OOOOO

POSSIBILITÉ DE VISITER PÉTRA (AVEC SUPPLÉMENT)

DEMANDEZ LA BROCHURE DE L'ITINÉRAIRE COMPLET

VOYAGES CULTURELS VIP

3627, RUE SAINT-DENIS
MONTRÉAL, Q.C.
H2X 3L6
T. 514-844-0407 • 1-866-481-4425
WWW.VOYAGESCULTURELSVIP.CA

Pour annoncer dans ce regroupement, contactez Jean de Billy au 514 985-3456 - jdebilly@ledevoir.com

ACTUALITÉS

Ottawa pourrait permettre aux réfugiés de faire appel

Le ministre Kenney met toutefois plusieurs conditions à la création d'une telle mesure

JENNIFER DITCHBURN

Ottawa — Le ministre de l'Immigration, Jason Kenney, s'est dit ouvert à l'idée de mettre sur pied un conseil d'appel pour les réfugiés, une revendication de longue date du NPD et du Bloc québécois.

Mais le ministre estime qu'un tel organisme d'appel serait envisageable uniquement si le processus d'admission permettait de sélectionner des réfugiés triés sur le volet. De plus, la question de savoir si ce conseil inclurait l'actuelle Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada demeure entière.

Jason Kenney affirme également qu'il souhaite travailler avec les partis d'opposition pour créer un nouveau modèle en vertu d'une réforme du système de sélection des réfugiés qui respecterait à la fois les obligations internationales et celles de la Charte canadienne. Il souhaite ainsi protéger les individus persécutés, et ce, tout en réduisant de façon importante les abus dont souffre le système actuel.

La création d'un conseil d'appel était inscrite dans un projet de loi d'un précédent gouvernement libéral. Mais il n'a jamais été adopté de peur qu'il rajoute une étape à un processus administratif déjà complexe.

Les réfugiés peuvent actuellement faire appel des décisions à tout moment du processus de revendication du statut de réfugié auprès de la Cour fédérale. Mais il peut s'écouler des années avant qu'un cas ne soit résolu.

Le NPD estime que la création d'un conseil d'appel pour les réfugiés pourrait automatiquement diminuer le nombre de cas que la Cour fédérale accepte d'entendre. Selon la porte-parole

en matière d'immigration de ce parti, Olivia Chow, un conseil basé sur la législation permettrait de prendre des décisions beaucoup plus cohérentes et conséquentes. «*À l'heure actuelle, il n'y a que les membres de la Commission qui décident du sort des candidats*», a-t-elle ajouté.

Le ministre Jason Kenney affirme qu'il étudie présentement le système anglais afin de s'en inspirer pour la réforme. Dans ce pays, ce sont des fonctionnaires qui révisent les demandes des réfugiés. Le système serait beaucoup plus efficace et laisserait entrer beaucoup moins de réfugiés. Mais un quart des décisions sont ensuite invalidées par un organisme d'appel.

La Grande-Bretagne a notamment été critiquée par l'ONU puisque les réfugiés en attente d'un appel sont transférés dans des centres de détention. Selon la directrice exécutive du Conseil canadien pour les réfugiés, Janet Dench, le principal problème de ce type de système est qu'il a été conçu afin de rejeter le plus rapidement possible les candidats.

Ottawa a exigé, plus tôt ce mois-ci, des visas pour les Mexicains et les Tchèques puisque les demandeurs d'asile au Canada proviennent en grande partie de ces deux pays. Mais selon le ministre Kenney, cela ne constitue qu'un instrument pour tenter de régler des problèmes généralisés.

Selon lui, il faut parfois plusieurs années pour détecter une fausse demande d'asile. Il estime que c'est inadmissible, puisque cela crée des retards et est injuste pour les vraies victimes de persécutions qui doivent attendre plus longtemps.

La Presse canadienne

Les libéraux avaient envisagé une mesure semblable il y a longtemps



Air Canada refuse pour l'instant de revenir sur sa décision de permettre le transport des petits animaux en cabine, mais se dit prêt à adapter la mesure.

Bienvenue aux chiens, aux chats... et aux allergies

Air Canada permet maintenant les petits animaux en cabine

La décision du transporteur Air Canada de permettre aux passagers de voyager en cabine avec de petits animaux menace la santé des voyageurs, dénoncent des spécialistes. Air Canada maintient le cap, mais se dit prêt à des accommodements.

FABIEN DEGLISE

Soufflés par le geste. L'Association pulmonaire du Canada et l'Association des allergologues et immunologues du Québec (AAIQ) dénoncent verbalement une nouvelle politique d'Air Canada qui, depuis le 1^{er} juillet dernier, permet à ses passagers de voyager en cabine avec de petits animaux. Une décision qui, selon eux, menace la santé des personnes asthmatiques ou contraintes de vivre avec des allergies graves, et qui exige désormais une intervention ferme d'Ottawa, estiment ces spécialistes.

«*Nous sommes étonnés de voir qu'Air Canada n'a pas consulté des spécialistes avant de suspendre l'interdiction des animaux de compagnie en cabine, a indiqué au Devoir Normand Dubé, président de l'AAIQ. Sans la présence de chats et de chiens, des personnes allergiques se plaignent déjà de la qualité de l'air qu'on respire dans les avions. On les expose donc à un risque accru de crise qui, dans le contexte d'un vol, n'est certainement pas souhaitable.*»

Au début du mois de juillet, Air Canada a en effet mis au rancart son interdiction de voyager avec un chien de petite taille ou un chat dans les cabines de ses avions. Depuis 2006, ces bêtes étaient cantonnées à la soute à bagages.

Le transporteur aérien dit avoir revu sa politique à la suite de demandes répétées de sa clientèle, mais également afin d'harmoniser ses règles avec celles de ses concurrents, dont Westjet qui permet le transport des animaux en cabine. A condition qu'ils puissent entrer dans un bagage de cabine.

«*Toutes nos politiques sont sujettes à adaptation*», a commenté la semaine dernière Isabelle Arthur, porte-parole du transporteur.

«On expose des personnes allergiques à un risque accru de crise qui n'est certainement pas souhaitable en vol.»

C'est une décision commerciale qui vise à répondre à un besoin de notre clientèle, une clientèle qui va pouvoir monter à bord avec Pitou et Minou contre 50 \$ pour les vols intérieurs et 100 \$ pour les vols internationaux. Et ce, avec une contrainte: «*Nous allons limiter le nombre d'animaux [de deux à quatre par cabine, selon la taille de l'appareil], pour le confort de tous, mais aussi faciliter les changements de sièges pour les personnes allergiques [afin de les éloigner de la source potentielle d'allergie]*», poursuit Mme Arthur.

Ces mesures ne mettent toutefois pas de bon poil les spécia-

listes des maladies pulmonaires qui rappellent que les crises d'asthme peuvent être potentiellement mortelles chez certaines personnes atteintes de maladie pulmonaire obstructive chronique (MPOC).

«*Il serait dommage de devoir en arriver là pour renverser cette politique*», a commenté il y a quelques jours par voie de communiqué Peter MacLeod, porte-parole de l'Association pulmonaire canadienne. «*Il est donc préférable de protéger la santé des voyageurs et du personnel aérien dès maintenant, plutôt que de le regretter plus tard*», et ce, d'autant plus que jusqu'à maintenant des crises pouvaient survenir en avion simplement en raison de la présence de poils et de pellicules d'animaux sur les vêtements d'un passager.

Face à cette menace, l'Association pulmonaire du Canada demande donc au Comité du Parlement sur la santé de tenir rapidement des consultations sur les implications pour la santé humaine du «transport d'animaux dans les cabines d'avion».

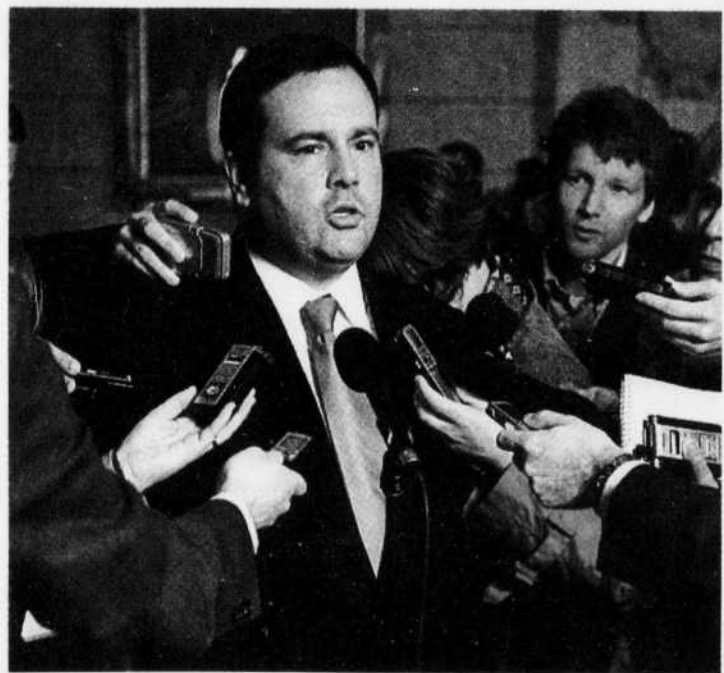
Le groupe vient d'ailleurs de dévoiler les résultats d'un sondage Angus Reid qui révèle que 80 % des Canadiens sont en faveur de vols «sans animaux»; 1002 personnes ont été sondées le 23 et le 24 juin dernier, soit peu avant l'entrée en vigueur de la nouvelle politique d'Air Canada.

Le groupe de pression médical soutient également que des milliers de Canadiens ont à ce jour signé une pétition en ligne, sur son site Internet, appelant le fédéral à prendre une position claire en faveur de vols sans animaux.

Exposée à ces critiques et à cette vaste campagne d'opposition, la compagnie Air Canada se veut désormais rassurante en rappelant que l'air respiré dans les cabines de ses avions est de très haute qualité. Le transporteur souligne également qu'un système de filtration dans chaque appareil permet de réduire la propagation des allergènes dans l'habitacle. «*L'air est un mélange d'air extérieur et d'air recyclé de la cabine*», a indiqué Mme Arthur. De plus, nous utilisons des filtres industriels de type HEPA [pour High Efficiency Particulate Absorbing] qui font que l'air que nous offrons à nos passagers est équivalent à celui qu'on respire dans un hôpital», soutient-elle.

Malgré tout, le transporteur aérien reconnaît qu'il va rester «à l'écoute de ses passagers» dans les prochains mois, et ce, après avoir posé un geste «bien téméraire», estime l'allergologue Normand Dubé. «*Certaines crises d'asthme ou bronchospasmes aigus liés à des allergènes nécessitent parfois une intervention médicale rapide*», dit-il. A 30 000 pieds au-dessus de l'Atlantique, ce n'est pas forcément le contexte idéal pour faire face à ce genre de situation.

Le Devoir



Le ministre de l'Immigration, Jason Kenney

BLAIR GABLE REUTERS

Mission accomplie pour Endeavour

AMÉLIE DAOUST-BOISVERT

Malgré quelques pépins — des toilettes bouchées, une marche dans l'espace interrompue prématurément et un purificateur d'air à réparer —, la mission de la navette Endeavour «est un grand succès», a déclaré l'astronaute Mark Polansky en direct de la Station spatiale internationale (SSI), hier après-midi.

Lors de la conférence de presse télévisée retransmise par satellite, l'astronaute Julie Payette, entourée de ses 12 collègues, a exprimé son souhait de revenir un jour à la SSI. «*Il y a tant à faire, je n'ai même pas eu le temps de penser [que ça pourrait être ma dernière mis-*

sion]», a-t-elle dit, mais elle croit qu'elle pourrait bien retourner en orbite, si la NASA est satisfaite de son travail des derniers jours. «*C'est certain que j'aimerais ça rester [comme Robert Thirsk], mais j'ai un petit qui m'attend à la maison pour le moment.*»

D'ailleurs, le premier Canadien à faire un séjour prolongé à la SSI, qui séjourne en apesanteur jusqu'en novembre, a partagé ses inquiétudes sur le réchauffement climatique. «*La minceur de notre atmosphère m'impressionne*», a-t-il dit, «*c'est une très mince couche d'air autour de la Terre qui nous maintient en vie.*»

«*C'est probablement seulement une impression, mais j'ai le sentiment que les glaciers [en Co-*

lombie-Britannique] fondent, que les sommets enneigés sont plus petits qu'il y a 12 ans, la dernière fois que je suis venu dans l'espace.»

La mission de la navette Endeavour a permis aux astronautes d'attacher une large plateforme d'expérimentation au module japonais Kibo. «*Le Canada est le plus petit partenaire de la station spatiale*», a dit Robert Thirsk, mais nous jouons probablement le rôle le plus critique. La station ne pourrait n'être ni assemblée ni entretenue sans les robots [les bras] canadiens.»

Un des plus grands succès, ont conclu hier les 13 astronautes, c'est la coopération internationale. «*En traversant [la station], tu entends différentes musiques, différentes langues,*



La Québécoise Julie Payette a exprimé le souhait hier de revenir travailler dans l'espace.

REUTERS/NASA

c'est comme faire le tour du monde dans une navette qui elle-même tourne autour de la Ter-

re», a confié David Wolf. Avant qu'Endeavour ne se détache de la station vendredi

prochain, l'équipe préparait hier la cinquième et dernière sortie dans l'espace, celle de Christopher Cassidy et Thomas Marshburn. Avec prudence, dit Polansky: «*La dernière, c'est celle où il faut vérifier le plus de choses: nous allons être très, très prudents.*»

Robert Thirsk espère par ailleurs que le fondateur du Cirque du Soleil, Guy Laliberté, se fera un ambassadeur de l'exploration spatiale, lors de son séjour à 35 millions de dollars à l'automne. «*Je n'ai pas le talent artistique de M. Laliberté. J'espère qu'il saura communiquer [mieux que moi] l'expérience de vivre et de travailler dans l'espace.*»

Le Devoir

ACTUALITÉS

Interdiction des produits du phoque

Le Canada tente un dernier effort auprès de l'UE

Le gouvernement envoie une lettre au Conseil de l'UE pour l'enjoindre de rejeter le règlement

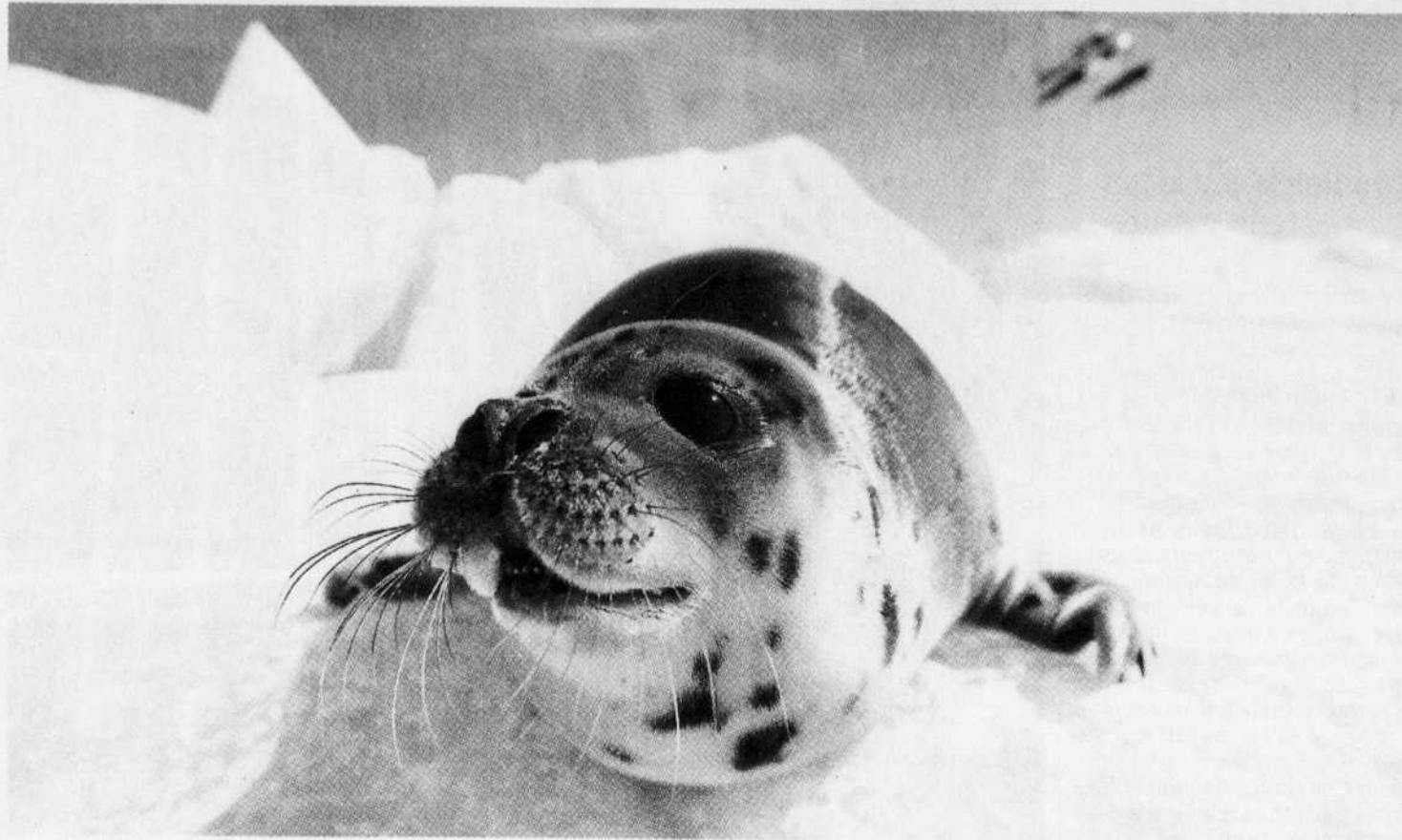
MARCO
BÉLAIR-CIRINO

Dans ce qui apparaît comme une tentative désespérée, le gouvernement du Canada a exhorté, hier, le Conseil de l'Union européenne, qui adoptera vraisemblablement aujourd'hui à Bruxelles une proposition de règlement visant à interdire le commerce des produits dérivés du phoque, à faire fi de la motion du Parlement européen de mai dernier et à battre le projet de règlement.

À la veille du vote, le ministre du Commerce international, Stockwell Day, et la ministre des Pêches, Gail Shea, ont publié un communiqué dans lequel ils soutiennent que ce «règlement irréflecti [...] ne servira à rien d'autre qu'à compromettre les moyens de subsistance des Canadiens des régions côtières et nordiques et de leurs familles».

«Le gouvernement du Canada est sérieusement préoccupé du fait que l'Union européenne va de l'avant en proposant une interdiction de commercialiser les produits dérivés du phoque sans examiner la possibilité d'une exemption pour les produits canadiens provenant de chasses durables et sans cruauté», ont indiqué Stockwell Day et Gail Shea.

Par une écrasante majorité de 550 voix, les eurodéputés ont adopté en mai dernier un projet de réglementation en faveur d'un embargo bannissant



Un phoque au repos près de Charlottetown. Le Canada a exporté en 2008 pour 5,5 millions de dollars de produits du phoque vers l'Union européenne.

toute commercialisation ou importation des produits du phoque dans les pays membres à compter de 2010. À peine 49 élus se sont opposés à cet embargo, qui fait largement consensus en Europe. Seuls les produits du phoque issus de la chasse inuite et autochtone font

l'objet d'une dérogation.

Le gouvernement canadien estime que les Européens sont victimes de désinformation de la part des groupes animalistes. «Comme Canadiens, nous avons l'obligation mais aussi le devoir de dire les choses comme elles sont. Il y a beau-

coup d'énormes faussetés qui sont véhiculées. Donc, on vise à corriger ces choses-là et à apporter une contribution qui va permettre aux gens de reconsidérer leur vote», a déclaré le ministre des Affaires étrangères Lawrence Cannon, à Radio-Canada, hier.

Malgré l'assurance du président de la Commission européenne José Manuel Barroso que la législation adoptée par le Parlement européen est «absolument compatible avec la réglementation de l'OMC», le gouvernement canadien contestera coûte que coûte l'embargo eu-

ropéen sur les produits du phoque devant le tribunal de l'organisation.

Et si le Canada gagne devant l'OMC? Les groupes de défense des animaux ont déjà promis une campagne internationale de boycottage des produits de la mer canadiens.

Le Canada a exporté, en 2008, pour 5,5 millions de dollars de produits du phoque vers les 27 États membres de l'UE.

Le président de l'Association des chasseurs de phoques des Îles-de-la-Madeleine Denis Longuépée espère que le gouvernement canadien réussira à convaincre l'UE, en marge des négociations sur un pacte commercial, de jeter à la corbeille son projet d'interdire les produits issus des phoques sur son territoire. «D'ici là, on ne baisse pas les bras. On est en train de trouver d'autres marchés. Au Québec et au Canada, il y a un engouement pour les produits du phoque. On ne parle plus seulement de la fourrure, mais aussi de la viande riche en Oméga 3. Et il y a des chercheurs qui sont notamment intéressés par les valves de cœur des phoques. Juste l'Union européenne a besoin de 250 000 de valves mécaniques par année», a affirmé M. Longuépée.

Le Conseil de l'Union européenne devait se saisir de cette question en septembre, mais le vote a été devancé ce matin.

Le Devoir

Le vol d'alcool est en hausse en Ontario

DEAN BEEBY

Ottawa — Le vol de bouteilles d'alcool est en hausse dans les succursales de la Régie des alcools de l'Ontario (RAO) et le contexte économique maussade pourrait expliquer l'augmentation de ces larcins.

La RAO a affirmé que la facture pour ces «articles manquants» dépassait celle de l'an dernier de près d'un million de dollars et atteignait 6,5 millions.

Toutefois, certains écarts observés dans les 607 magasins de la RAO sont attribués à de mauvais calculs d'inventaire, à des bouteilles cassées ou à des livraisons incomplètes.

Mais la Régie a également observé une hausse des vols qui pourrait être liée au mauvais contexte économique dans cette province manufacturière.

Le porte-parole de la RAO, Chris Layton, a affirmé que les conditions économiques difficiles pouvaient mener à une augmentation de vols dans les

succursales ainsi que des entrées par effraction. Il a également ajouté que ces larcins sont plus souvent observés dans les plus grandes succursales de la Régie.

La Presse canadienne a obtenu les rapports internes des problèmes d'inventaire de la Régie grâce à la Loi sur l'accès à l'information de l'Ontario. Les documents révèlent que les trous d'inventaire équivalaient, en 2008-09, à 0,18 % des ventes nettes, alors que ce chiffre était de 0,16 % l'année précédente. Selon M. Layton, cela équivalait à la plus haute augmentation observée depuis 10 ans.

Mais ces écarts d'inventaire sont beaucoup moins importants que ceux observés dans l'industrie des ventes au détail, qui rapporte des pertes d'environ 1 % en 2008, selon les chiffres obtenus auprès du Conseil canadien du commerce de détail.

La Presse canadienne

Le séisme au Sichuan a accru les risques d'extinction des pandas

Washington — Le puissant séisme survenu dans la province chinoise du Sichuan en mai 2008, qui avait alors fait près de 69 000 morts, a aussi affecté plus de 60 % de la population sauvage de pandas géants menacés d'extinction, selon une recherche publiée aujourd'hui aux États-Unis.

«Nous estimons que le séisme a affecté plus de 60 % de la population sauvage de pandas géants», estime Xu Weihua de l'Académie chinoise des sciences, le principal auteur de cette étude parue dans la revue *Frontiers in Ecology and the Environment*.

Ces chercheurs ont déterminé que plus de 23 % de l'habitat des pandas géants étudié dans le cadre de cette étude avait été détruit par le tremblement de terre d'une magnitude 8.

De plus, la fragmentation du restant de l'habitat qui a résulté du séisme pourrait faire obstacle à la reproduction de ces animaux menacés d'extinction.

Le Sichuan est une des 25 zones dans le monde qui sont considérées comme un haut lieu de préservation de la biodiversité, souligne l'étude. Cette région compte plus de 12 000 espèces végétales et 1122 espèces de vertébrés différentes dont plus de la moitié de la population totale des pandas géants dans le monde.

Ces chercheurs se sont appuyés sur des photos satellites et des observations sur le terrain ainsi que sur d'autres



Le séisme de mai 2008 aurait détruit près du quart de l'habitat des pandas.

études déjà publiées pour élaborer des stratégies de préservation de l'habitat restant des pandas géants et déterminer l'ampleur de la destruction et de la fragmentation dans le sud de la région du Minshan.

Puisque les forêts sont la principale végétation où vivent les pandas, les auteurs de ces travaux ont comparé les photos satellites de cette région prises depuis septembre 2007 avec celles faites après le séisme.

Ils ont également combiné ces données avec d'autres critères caractérisant l'habitat des pandas comme l'altitude, la pente du terrain et la présence de bam-

bous dont ils se nourrissent.

Les chercheurs ont déterminé que plus de 354 kilomètres carrés, soit environ 23 %, de l'habitat des pandas géants de cette région n'étaient plus qu'un sol dénudé.

Ils ont aussi découvert que des portions étendues du restant de l'habitat avaient été fragmentées en zones plus réduites non reliées entre elles, ce qui, selon eux, peut être tout aussi néfaste pour les pandas en empêchant leur reproduction.

«Il est probable que la fragmentation de l'habitat a séparé la population de pandas géants de cette région qui ne compterait

peut-être que 35 animaux [...] accroissant leur risque d'extinction», explique Xu Weihua.

Ce chercheur et son équipe proposent des mesures pour encourager les pandas à se déplacer entre les zones d'habitat dispersées en créant des couloirs protégés. Ils recommandent aussi des zones de protection des pandas en dehors des réserves naturelles où le séisme a provoqué deux fois plus de destructions à leur habitat, ainsi qu'une meilleure protection contre les activités humaines.

Agence France-Presse

EN BREF

Palin quitte son poste

Fairbanks, Alaska — La gouverneure de l'Alaska, Sarah Palin, a quitté son poste hier, cédant la place à son adjoint Sean Parnell. Dans son discours de départ, l'ex-candidate à la vice-présidence des États-

Unis a mis en garde ses administrés contre les administrations trop importantes, mais elle a donné peu d'indications sur ses projets politiques à long terme. Elle a cité une enquête financière comme la raison principale de sa démission 17 mois avant la fin prévue de son mandat. — Associated Press

Résultats des tirages du : 2009-07-25

649	10 19 29	03	499	04 09 10	34
32 38 44	compt.		28 38 49	compt.	
GAGNANTS			GAGNANTS		
6/6	0	8 792 131,00 \$	6/6	0	2 000 000,00 \$
5/6+c	2	174 730,10 \$	5/6+c	0	75 000,00 \$
5/6	148	1 950,50 \$	5/6	5	750,00 \$
4/6	7 067	77,40 \$	4/6	687	75,00 \$
3/6	134 923	10,00 \$	3/6	14 120	10,00 \$
2/6+c	110 576	5,00 \$	2/6+c	8 162	5,00 \$
Ventes totales : 16 978 044 \$			Ventes totales : 767 113,00 \$		
Prochain gros lot (approx.) : 15 000 000 \$			Extra 7717134		

Résultats des tirages du : 2009-07-24

7	7/7	1	20 000 000,00 \$
6/7+c	5	55 746,40 \$	
6/7	154	1 809,90 \$	
5/7	9 343	101,40 \$	
4/7	197 631	10,00 \$	
3/7+c	178 797	10,00 \$	
3/7	1 653 205	Participation gratuite	
Ventes totales : 24 059 578 \$			
Prochain gros lot (approx.) : 2 500 000 \$			

Extra 8667928

COURRER LA CHANCE DE JOUER À LA TÉLÉ ET DE GAGNER JUSQU'À 1 000 000 \$!

En cas de départ entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

A(H1N1): le Mexique prêt pour une rechute

Mexico — Le Mexique commençait à respirer, après l'explosion de la grippe A(H1N1) dont il a été le foyer mondial en avril, avec 138 morts jusqu'ici, mais les cas de contamination ont recommencé à se multiplier en juillet dans le sud-est du pays. Les autorités médicales affirment toutefois que le virus est maîtrisé, malgré ce pic récent dans le Chiapas, une région où se côtoient pauvres communautés agricoles et sites touristiques et où sévit un important trafic d'immigrants clandestins venus d'Amérique centrale pour passer aux États-Unis.

Le Mexique avait «découvert» la grippe en avril, mais les scientifiques ont maintenant

daté le «premier cas» au 24 février dans l'État de San Luis Potosí, au nord de Mexico, où une petite fille de 6 mois a été testée positive. Le bébé qui a survécu n'avait jamais été en contact avec des porcs, selon sa famille.

Mais si la grippe est maîtrisée au Mexique, on y est prêt pour une «rechute», attendue dès la baisse des températures, en novembre. «Avoir été les premiers à subir la grippe a pu constituer un désavantage, mais c'est maintenant un avantage stratégique, car nous savons quoi faire, et comment le faire», a déclaré le Dr Pablo Kuri, conseiller du gouvernement dans ce dossier.

Le Mexique, plus de 100 mil-

lions d'habitants, a deux millions de doses d'anti-grippal en réserve et a commandé 20 millions de vaccins, à distribuer en décembre, si les laboratoires internationaux les fournissent à temps, selon le ministère.

Des campagnes publiques d'information reprendront en octobre «pour rappeler aux gens qu'un mode de vie normal doit maintenant intégrer quelques nouveaux comportements», indique le Dr Kuri. Des opérations ciblées sont déjà lancées dans les régions les plus touchées, à commencer par le Chiapas, où ont été enregistrés huit des dix derniers décès dus à la grippe, et qui compte maintenant davantage de cas de contamination que

la capitale, où s'étaient concentrés les premiers cas en avril.

La reprise de la grippe au Chiapas «était hors de contrôle» mi-juillet, selon le ministère de la Santé, avec 100 à 130 nouveaux cas par jour. Les autorités locales sont moins pessimistes et n'ont pas imposé de restrictions aux activités publiques. En avril, les mesures avaient été draconiennes et Mexico avait fermé écoles, lycées et universités, restaurants, stades et sites touristiques. Aujourd'hui, on ne voit pratiquement plus de masques sur les visages à Mexico, mais la température des passagers est toujours contrôlée sur des écrans aux aéroports.

Agence France-Presse

ÉCONOMIE

PERSPECTIVES

Reprise? Quelle reprise?

Il a fallu du temps aux Canadiens pour se convaincre que leur économie était bel et bien entrée en récession. Il en faudra autant, sinon plus, pour qu'ils aient vraiment l'impression qu'elle a commencé à en sortir.

On aurait dit l'annonce de la fin d'une guerre. «La récession est terminée», tiraient tous les journaux au Canada, vendredi. La nouvelle devait être fiable parce qu'elle émanait de la très sérieuse Banque du Canada et de son armée de plus de 300 économistes. Une fois passé le premier mouvement naturel d'allégresse, plusieurs se sont sans doute surpris à se demander intérieurement: «C'était ça, la pire crise financière et économique mondiale depuis la Grande Dépression?!?»

D'abord, on se souviendra, parce qu'on nous l'a assez répété, que le Canada a été depuis le début l'un des pays les moins touchés par cette crise, et qu'il était donc à prévoir qu'il s'en sorte aussi plus rapidement que les autres. Ce phénomène a été particulièrement remarquable au Québec, qui a eu la chance de ne pas être aussi durement frappé que d'autres provinces comme l'Ontario.

Il est également utile de comprendre à quoi se référaient exactement les titres ronflants des journaux. Comme chacun le sait aujourd'hui, parce que ça aussi, on nous l'a assez répété, la définition technique utilisée par les experts pour déclarer que l'économie est officiellement en récession au Canada est la succession de deux trimestres de croissance négative. De ce point de vue, il était tout à fait exact, la semaine dernière, de conclure que la Banque du Canada annonçait la fin de la récession au pays en prédisant que le troisième trimestre, qui a commencé le 1^{er} juillet, ne se conclurait pas par un quatrième recul consécutif, comme on le pensait, mais plutôt par une première hausse depuis septembre 2008, de 1,3 % en rythme annuel.

Si cette prédiction s'avérait, cela ferait de cette récession, d'une durée de seulement trois trimestres, la plus courte au Canada depuis 1957. On est loin des 15 mois de la terrible récession du début des années 80, et c'est une simple «crise» en comparaison de la récession du début des années 90 qui a duré deux ans. Mais il n'y a pas que la durée d'une crise qui compte. Il y a aussi son intensité, ainsi que le temps qu'il faut pour s'en remettre.

A ce propos, le gouverneur de la Banque du Canada, Mark Carney, a multiplié les mises en garde la semaine dernière. «La reprise à l'échelle du globe et au Canada sera plus modeste que de coutume, a-t-il prévenu. Nous n'en sommes qu'au tout début. Le chemin sera long.»

Cette retenue extrême était particulièrement frappante chez le ministre des Finances, Jim Flaherty. A la veille d'élections probables à l'automne, on se serait attendu de sa part à un tonitruant «Heehaw!» ou à son équivalent politique. A la place, on a eu droit à un terne: «Je pense que nous allons dans la bonne direction» et à un déprimant: «Nous nous engageons dans une période de croissance économique modeste.»

Lente et fragile

Il faut dire que presque tous les prévisionnistes du secteur privé sont convaincus que le très austère Mark Carney voit les choses en rose lorsqu'il prédit une croissance économique de 3 % l'an prochain, alors qu'en moyenne ils penchent plutôt pour un gain de 2,1 % et que certains parlent de seulement 1,4 %. Après toutes ces fermetures d'usine, ces mises à pied et ces investissements privés reportés, la Banque du Canada constate elle-même que le potentiel de croissance de l'économie est dans le troisième dessous.

La banque centrale canadienne peut bien affirmer que les exportateurs bénéficieront de manière «disproportionnée» de la reprise aux États-Unis, encore faut-il qu'il y en ait une. La Banque y prédit une maigrelet croissance de 1,4 % l'an prochain. Faisant le point, la semaine dernière, sur les signes de reprise des derniers mois, le président de la banque centrale américaine, Ben Bernanke, a dit au Congrès qu'il avait encore amplement le temps de voir venir avant de se soucier de sa stratégie de retrait des mesures visant à insuffler un peu d'énergie à l'économie.

La Banque du Canada admet aussi que, pour venir tout gâcher, il suffirait que le dollar canadien continue de se prendre pour un billet vert américain. Il faudrait que le huard se maintienne en moyenne aux alentours de 87 cUS, expliquait-elle, la semaine dernière, au moment même où il s'échangeait à 92,04 cUS. Et elle n'ose même pas imaginer ce qui arriverait si les marchés financiers reprenaient peur à la suite de nouvelles déconfortures bancaires ou devant l'explosion des déficits des gouvernements.

La reprise économique au Canada s'annonce donc, au mieux, lente et fragile. La consolation est que le délai entre le retour de la (faible) croissance et le recul du chômage pourrait bien ne pas être aussi long que les analystes le disent souvent, nous apprenait récemment une étude de Statistique Canada. Contrairement aux États-Unis, les deux se seraient en effet généralement suivis de près au Canada depuis 1982. C'est toujours cela de pris.

Le Devoir

PORTRAIT

La frénésie des morilles

Deux universitaires de Chicoutimi se lancent dans le commerce des champignons forestiers

Deux étudiants de l'Université du Québec à Chicoutimi ont eu l'idée et l'audace de démarrer leur propre entreprise de commercialisation de champignons forestiers, Morille Québec. Et les choses débutent bien pour cette PME, qui a commencé ses opérations ce printemps et qui songe déjà au marché de l'exportation.

ALEXANDRE SHIELDS

Souvent regardés avec suspicion en raison du danger pour la santé que certains peuvent représenter, les champignons qui poussent dans les forêts québécoises n'en représentent pas moins un potentiel de diversification économique non négligeable pour des régions en mal de moyens visant à revigorer leur santé financière. Plusieurs évoquent d'ailleurs un marché qui pourrait représenter de 25 à 30 millions de dollars par année pour l'ensemble de la province.

Simon-Pierre Murdock et Philippe Lavoie, respectivement étudiants en biologie et en comptabilité, l'ont très bien compris. Les deux jeunes hommes d'affaires de Chicoutimi ont d'ailleurs décidé de se tourner vers la commercialisation de champignons forestiers, un marché encore peu développé dans un Québec qui pourtant en regorge. «On pense que l'industrie des champignons forestiers pourrait être autant sinon plus rentable que celle des bleuets», explique d'entrée de jeu M. Murdock.

Qui plus est, comme l'indique le nom de leur entreprise récemment incorporée, ils ont choisi de jeter leur dévolu principalement sur la morille de feu, deuxième espèce de champignons la plus en demande dans le monde après la célèbre truffe. Fait à noter, on dit «de feu» parce que celle-ci pousse exclusivement dans des zones qui ont subi les ravages d'un incendie de forêt, un phénomène très courant dans la province.

Si les deux comparses se sont lancés dans cette aventure avec confiance, reste que le potentiel de cueillette du Québec demeure pour l'essentiel inconnu. «Au Québec, on n'a rien de chiffré pour le moment, parce que le gouvernement n'est pas vraiment impliqué», souligne Simon-Pierre Murdock. Mais certaines études ont tout de même été menées afin d'évaluer le potentiel commercial des champignons d'ici. Ainsi, en 2006, une équipe de chercheurs de l'Université Laval a mené une «Opération morilles» qui l'a amenée à ratisser à peine 5 % des zones brûlées. On a tout de même récolté pas moins de deux tonnes de morilles. La même quantité aurait été perdue sur le sol dans ce seul territoire.

Bon potentiel économique

Pour l'ensemble de la province, on avait alors évalué la valeur des morilles à plus de six millions de dollars. «C'est à ce moment-là que la frénésie des morilles a commencé», rappelle M. Murdock. Frénésie? Pas étonnant, puisque ces champignons pourraient se vendre plus de 400 \$ le kg aux restaurants qui les apprécient.

Morille Québec refuse toutefois, pour des raisons de compétitivité, de préciser combien se vendent les champignons qu'elle écoule en tant que grossiste. Chose certaine, la demande pour ce produit raffiné est bien là puisque l'entreprise ne se contente pas d'engager des cueilleurs québécois. Elle fait aussi affaire avec des fournisseurs de plu-



SOURCE MORILLE QUÉBEC

Les jeunes entrepreneurs Simon-Pierre Murdock et Philippe Lavoie ont choisi de jeter leur dévolu principalement sur la morille de feu, deuxième espèce de champignons la plus en demande dans le monde après la célèbre truffe.

sieurs autres régions du Canada. Récemment, quelque 1000 livres ont été livrées «de l'Ouest canadien», mentionne le biologiste de formation, sans plus de précision. Si M. Murdock refuse d'en dévoiler la provenance, c'est que d'autres acheteurs pourraient être intéressés par la précieuse ressource.

En raison des importants feux de

«On développe nos réseaux et on est capables de fournir les restaurateurs en quantités suffisantes, ce qui fait qu'on peut être compétitifs»

forêts qui frappent la région de Kelowna, en Colombie-Britannique, il prédit en outre que ce secteur devrait représenter un véritable Eldorado de la morille l'an prochain. Déjà, le champignon alimente un marché de plus de 55 millions de dollars dans la province la plus à l'ouest du pays. Et le Québec pourrait lui aussi devenir un gros joueur, non seulement ici, mais également sur la scène internationale, selon lui. «Quand le gouvernement va se rendre compte que le marché de la matière ligneuse est en crise et que la clé pour s'en sortir est la diversification des produits, de la biomasse aux champignons forestiers, il va intervenir dans nos marchés pour stimuler, par exemple, l'exportation.»

Les deux jeunes, qui disent avoir à cœur la diversification de l'économie de leur région, n'ont toutefois pas attendu un geste de l'État pour démarrer leur entreprise, au mois de mai dernier. «On s'était fixé un objectif de 1000 à 2000 livres pour cette année, mais on a déjà dépassé nos objectifs», indique M. Murdock. On développe nos réseaux et on est capables de fournir les restaurateurs en quantités suffisantes, ce qui fait qu'on peut être compétitifs.»

Livrer la marchandise

C'est que dans ce domaine, les fournisseurs doivent pouvoir démontrer qu'ils sont en mesure de livrer des champignons autant que possible à longueur d'année. «Les gens se disent "c'est simple, vous devez seulement ramasser les champignons et les revendre". Mais dans ce milieu-là, si tu veux être viable et demeurer en affaires, il faut que tu aies les stocks pour répondre à la demande des restaurateurs. Si on les fournit seulement quatre mois par année, ils vont aller voir ailleurs.»

Même s'ils sont novices dans le domaine, les architectes de Morille Québec se disent d'ailleurs d'ores et déjà prêts à affronter la concurrence. «On pense que notre force est dans notre volonté de diversifier nos produits et nos services. On travaille tous les jours. On pense que nos morilles sont de très haute qualité.»

Justement, ils espèrent développer éventuellement la culture de certaines variétés, comme cela se pratique déjà ailleurs, notamment aux États-Unis. Des tests en ce sens sont déjà en cours.

Mais pour l'instant, ils se concentrent sur la première et la deuxième transformation de fragiles champignons récoltés un à un dans les bois. «On fait sécher ou réfrigérer la morille fraîche. Si elle est réfrigérée, on a 48 heures pour surgeler le produit, avec un procédé qui ressemble à celui utilisé pour les bleuets.» Et chaque champignon est scruté, tout comme on s'assure de la qualité de l'eau qui est utilisée pour les nettoyer. Rien n'est laissé au hasard pour que les clients, grands hôtels et restaurants de fine cuisine, en redemandent.

Si la morille est l'espèce qui constitue le produit phare de l'entreprise, M. Murdock et Lavoie s'intéressent à d'autres variétés, comme la pleurote, la chanterelle, la dermatose ou le bolet. Une expédition nordique est même en préparation pour aller à la recherche du matsutake, un champignon à haute valeur commerciale. Et M. Murdock, qui a lui-même formé plus de 250 cueilleurs, assure que le tout est fait de façon respectueuse des espèces et de leur habitat.

Preuve que leur projet est bien ficelé, ces entrepreneurs dans la vingtaine ont reçu en mai dernier une bourse Pierre-Péladeau, mais aussi diverses autres reconnaissances de leur travail, accompagnées de bourses de montants variables. Un coup de pouce financier que M. Murdock juge on ne peut plus nécessaire pour permettre à l'entreprise en démarrage de se doter des infrastructures nécessaires, payer les cueilleurs, acheter les emballages, faire de la promotion et s'assurer d'avoir les stocks de champignons suffisants.

Bref, les jeunes entrepreneurs devraient être en mesure de contribuer, à leur façon, à amener le genre de sang neuf dont les régions du Québec ont bien besoin si elles espèrent être en mesure de freiner l'exode qui décime les rangs de leur population au profit des grands centres.

Le Devoir

Conseil de presse
du Québec

Le Conseil de presse du Québec
recrute des membres

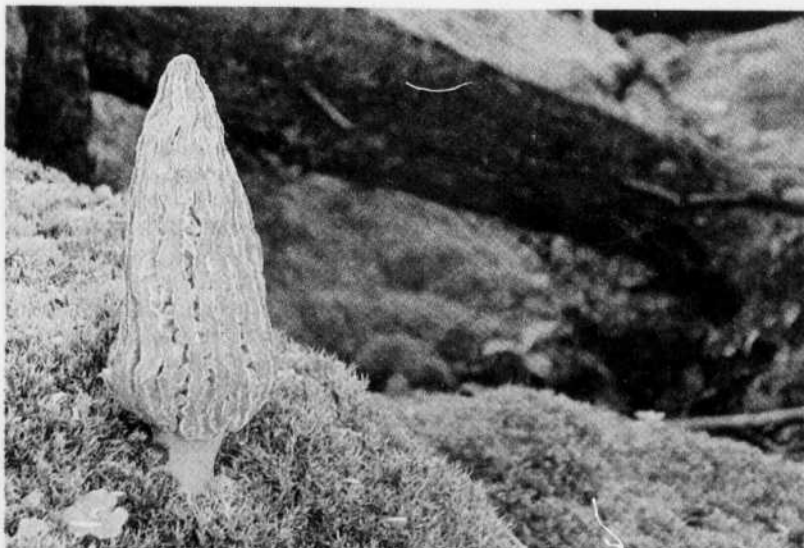
Le Conseil de presse est à la recherche de candidatures, provenant de diverses régions du Québec et de différents milieux sociaux, économiques et culturels, pour siéger à son conseil d'administration, à titre de représentants du public. Le Conseil favorisera les candidates et les candidats faisant preuve d'une bonne connaissance des médias d'information et aptes à défendre le point de vue de leurs utilisateurs. En plus de siéger au conseil d'administration, le travail bénévole des membres du Conseil consiste à analyser et à juger les plaintes qu'il reçoit à l'égard des médias d'information.

Depuis sa fondation, en 1973, le Conseil de presse du Québec agit comme tribunal d'honneur de la presse québécoise, voué à la promotion d'une presse libre et de qualité ainsi qu'à la défense du droit du public à l'information.

Vous êtes priés de soumettre votre candidature, accompagnée d'un curriculum vitae, avant le vendredi 14 août 2009, aux bureaux du Conseil situés au :
1000, rue Fullum, bureau A.208
Montréal (Québec) H2K 3L7
ou à l'adresse électronique : info@conseildepresse.qc.ca

Pour plus d'informations, consultez le site Internet du Conseil : www.conseildepresse.qc.ca

Veillez prendre note que seules les personnes retenues seront contactées.



SOURCE MORILLE QUÉBEC

Les morilles pourraient se vendre plus de 400 \$ le kg aux restaurants qui les apprécient.

ÉDITORIAL

RÉFORME DE LA SANTÉ AUX ÉTATS-UNIS

Président pressé

Mille fois évoquée, cent fois envisagée, dix fois proposée, la réforme de l'assurance santé aux États-Unis n'a pas encore été effectuée. Après Bill Clinton en 1993, voilà que Barack Obama tente à son tour d'imprimer sa marque dans l'histoire du pays en présentant son plan. Entre la complexité de ce dernier et la course à obstacles politiques qui se dessinent à l'horizon, Obama met sa réputation de président en jeu.

M

ettons tout d'abord la table. Actuellement, les États-Unis consacrent le sixième de leur économie à la santé. L'énormité de cette proportion découle évidemment d'une hausse prononcée des montants infligés, on s'en doute, aux contribuables. Aujourd'hui, le ménage américain dépense en la matière 15 000 \$ par année, soit deux fois plus qu'il y a 20 ans. Et il débourse également plus de 6000 \$ de plus qu'un ménage canadien ou français. Cette

augmentation a deux causes: l'emballlement des coûts de Medicare, l'assurance à la mode américaine, et une lente progression des salaires au cours des deux dernières décennies.

Le moteur de ces distorsions, du moins le plus lourd d'entre eux, est le mode de rémunération des médecins. C'est tout simple, leur salaire est la somme des gestes posés. Ce faisant, cette mécanique favorise la multiplication de tests, le renvoi d'un patient d'un docteur à un autre, la réalisation d'interventions chirurgicales qu'ailleurs on jugerait non nécessaires. Il y a bien sûr des exceptions. Elles sont rares. Mais... l'hôpital de Cleveland doit sa très bonne réputation, en partie évidemment, au fait que son personnel perçoit un salaire annuel. Il n'est donc pas enclin à une prise de risque éhontée.

Avec son plan, Obama veut étendre la couverture d'assurance aux 43 millions d'Américains qui n'en ont aucune et qui, si rien n'est fait, passeront à 66 millions dans dix ans. Il veut également que le budget afférent à sa réforme soit fixé à mille milliards pour les dix prochains exercices. Comment espère-t-il étendre la couverture tout en prévoyant des dépenses inférieures à celles qui seront réalisées si le système reste en l'état? En imposant, entre autres mesures, une culture de gestion et un mécanisme de rémunération propre à réduire la multiplication des tests, des actes médicaux. Sautons dans l'arène politique.

Son projet est d'une telle ampleur que trois commissions de la Chambre des représentants et du Sénat sont concernées: celle de la santé, des finances ainsi que celle l'énergie et du commerce. Depuis que l'exécutif a déposé son projet, des résistances ont été notées au sein de ces trois commissions. En règle générale, on s'en doute, les élus républicains font passablement obstruction, à l'exception de trois d'entre eux. Mais le plus étonnant dans cette histoire, et le plus inquiétant pour le président, ce sont les résistances déployées par des démocrates. Plus exactement, par les conservateurs fiscaux de ce parti qui sont regroupés au sein d'une association baptisée la Blue Dog Coalition.

Dans leur cas, ce n'est pas compliqué, ils ne croient pas du tout que le président puisse ajouter 43 millions d'individus au régime de santé sans entraîner une hausse assez prononcée des impôts ou des taxes. Cette conviction, leur conviction, est si trempée qu'ils sont les responsables d'une énorme contrariété pour la Maison-Blanche. Initialement, celle-ci voulait que la première mouture de la loi soit adoptée, avant le Congrès prévu à la fin du présent mois. Ce n'est pas tout.

Outre les Blue Dogs, il y a ces démocrates qui voudraient introduire dans le plan des mesures propres à améliorer le régime alimentaire des Américains. Il y a aussi ceux qui entendent introduire des mesures propres à mettre un terme aux disparités géographiques entre les villes et la campagne. Il y a ceux qui voudraient introduire des mesures propres à encourager la volonté des employeurs. Il y a ceux... Ajoutons à tous ces élus la puissance de tir de l'industrie pharmaceutique, celle des compagnies d'assurance, des réseaux hospitaliers privés et d'autres qu'on oublie, pour mieux retenir que le projet d'Obama a viré à... l'auberge espagnole.

En mettant trop l'accent sur la nécessité d'adhérer à sa réforme avant que les parlementaires ne prennent leurs vacances, Obama a peut-être fait preuve d'une précipitation jugée suspecte à peine cette réforme formulée.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires MANON BÉLAND



REPRISE



SERGE TRUFFAUT

LETTRES

Affaire Abdelrazik: le fardeau de la preuve

Citée dans un article de l'édition du 22 juillet 2009 du *Devoir*, Mme Emma Welford, porte-parole du ministère des Affaires Étrangères à Ottawa, qualifie de fausses allégations les affirmations selon lesquelles le ministre serait demeuré passif, voire insensible, face à la situation d'Abousfian Abdelrazik, et ce, malgré les avertissements insistants de l'ambassade du Canada à Khartoum, au Soudan. Mme Welford soutient qu'à la lumière des faits ces allégations sont infondées et irresponsables.

Pourtant, l'échange de courriels entre l'ambassade et le ministère, rendu public en vertu de la Loi d'accès à l'information, révèle clairement l'inquiétude des représentants de l'ambassade face à l'attitude passive et évasive du ministre dans cette affaire. Cet échange de courriels démontre en outre que l'ambassade a informé le ministère des risques qu'une telle attitude pourrait avoir sur la situation de M. Abdelrazik, soit son exécution sans procès par les autorités soudanaises.

S'il s'agit là des fausses allégations, comme Mme Welford semble l'affirmer, ne serait-on pas en droit d'attendre de la part du ministère des Affaires étrangères qu'il en apporte la preuve?

Ainsi, pour appuyer ses dires, le ministre devra démontrer soit qu'il ignorait totalement l'ampleur de la menace qu'il pesait sur M. Abdelrazik, soit qu'il était bel et bien au courant de cette menace et qu'il a agi activement et de façon responsable pour venir en aide à M. Abdelrazik. Dans les deux cas, le fardeau de la preuve repose sur les épaules du ministère.

Il apparaît toutefois improbable, à la lumière des échanges de courriels, que le ministère puisse invoquer l'ignorance ou

contre les accusations de négligence qui pèsent contre lui.

Au mépris des recommandations de l'ONU et de la décision de la Cour fédérale, le gouvernement conservateur a réaffirmé, le 19 juin 2009, son intention de ne pas venir en aide systématiquement aux Canadiens condamnés à mort à l'étranger lorsque cette condamnation émane d'un pays souverain et démocratique.

À la lumière de l'affaire Abdelrazik, doit-on penser que le gouvernement n'a pas non plus l'intention d'intervenir lorsque la menace provient de pays non démocratiques?

Guillaume Bard

Étudiant au 2^e cycle en philosophie à l'Université de Montréal

Quel est le prix de ce médicament?

J'ai 78 ans, je suis malade et j'ai beaucoup de difficultés à me déplacer. Au moment de produire ma dernière déclaration de revenus, mon comptable m'a suggéré de demander à mon pharmacien pourquoi le prix de mes médicaments varierait autant d'un mois à l'autre.

J'ai donc posé la question à mon pharmacien. Il m'a répondu que c'était tellement compliqué que je ne pourrais jamais comprendre, que mon comptable n'y connaissait rien.

Quelques jours plus tard, il me téléphona pour me prévenir que plus jamais il ne me vendrait de médicaments et que je ne devais plus remettre les pieds dans «sa» pharmacie, pas même pour utiliser le guichet automatique de la Banque Nationale, banque avec laquelle j'ai toujours fait affaire.

J'ai fait parvenir plusieurs courriels à l'Ordre des pharmaciens du Québec, sans jamais recevoir d'accusé de réception. Ré-

pondant comme attitude de la part de disant professionnels!

Camille Labrecque

Retraité

Montréal, juillet 2009

Vaccins: Aglukkaq et Oda d'accord?

En juin, le gouvernement du Canada lançait une campagne pour l'immunisation des enfants de moins de deux ans. Leona Aglukkaq, ministre fédérale de la Santé, affirmait que l'immunisation est l'un des meilleurs moyens existants pour protéger la santé des enfants. L'expérience passée montre que, lorsque les taux d'immunisation baissent, les taux de maladie et de mortalité peuvent augmenter de façon considérable.

Sur la scène internationale, grâce aux vaccins, la variole qui tuait trois millions de personnes par année a été éradiquée en 1978. L'Initiative canadienne d'immunisation internationale (ICII) participe à des efforts mondiaux qui devraient éradiquer la polio très bientôt. Elle a contribué à faire passer les décès annuels dus à la rougeole en Afrique de 396 000 à 36 000 en six ans! Elle a aidé à réduire de 90 % les décès dus au tétanos.

En mai, Bev Oda, ministre responsable de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a établi le bien-être des enfants et des jeunes comme l'une des principales priorités du Canada en matière d'aide étrangère. Excellent. Il s'imposerait donc que l'ICII, dont le financement touche à sa fin, soit relancée avec une vigueur nouvelle. J'attends impatiemment confirmation, car les enfants d'ailleurs ne méritent pas plus que les nôtres de souffrir et même de mourir de maladies évitables comme la rougeole, les oreillons, la coqueluche, la grippe, la diphtérie et le tétanos.

Pamela Walden-Landry

Montréal, juillet 2009

LIBRE OPINION

Remettre le Québec sur les rails: l'audace d'un TGV!

ROCK BEAUDET
Montréal

Je suis en parfait accord avec Daniel Breton qui, dans une lettre d'opinion du 16 juillet dernier, demandait au québécois de faire preuve d'audace avant qu'il ne soit trop tard. En réponse à sa demande, voici l'explication d'un projet porteur d'avenir et qui devrait être supporté par une majorité d'acteurs concernés par sa réalisation.

Tout comme John F. Kennedy qui avait confié la mission aux scientifiques de la NASA d'envoyer un Américain sur la Lune avant la fin de la décennie des années 1960, le président actuel des États-Unis, Barack Obama, a confié à l'ancien vice-président, Al Gore, le soin de parvenir en moins de dix ans à permettre à leur pays d'accéder à l'indépendance énergétique. Pour y parvenir, différentes mesures ont été mises de l'avant notamment, un mouvement (de type citoyen) appelé «Repower America» et une enveloppe de 1,5 milliard \$US pouvant contribuer à aider toute organisation qui réalisera un projet de TGV en Amérique.

C'est là que notre projet quitte la route du Québec à tout ce qu'il faut pour assumer le leadership de la construction d'un premier TGV en Amérique du Nord. Bombardier fabriquerait déjà les locomotives et les wagons, Hydro-

pourrait fournir l'énergie nécessaire à son fonctionnement et il serait rapidement faisable d'identifier des fournisseurs de haut niveau pour fournir les rails, les traverses et assurer l'électrification du rail (poteaux et filage). Mais plusieurs personnes vous diront que nous n'avons pas le volume pour le réaliser et qu'il en serait donc trop coûteux. Un truc d'écologistes et d'utopistes... Rien n'est plus faux.

Hostilité

Le 26 juillet 2008, Denis de Belleval, président-directeur général de Via Rail Canada de 1987 à 1989, indiquait dans une lettre d'opinion qu'une étude des plus rigoureuses réalisée pendant son mandat sur le projet de TGV entre Québec et Windsor «démontrait la faisabilité technique et financière du projet et sa pertinence... malheureusement, [...] la haute fonction publique fédérale concernée [Transports, Finances, Conseil privé] a accueilli le rapport de 1989 avec hostilité [...] pour le faire disparaître sur une tablette».

L'industrie pétrolière, aéronautique et automobile avaient fait leur travail...

Il faut que le plus rapidement possible M. Charest et une équipe désignée d'acteurs des mondes politique, social et de l'entreprise forcent la main à Via Rail, au CN et aux autres fournisseurs pour que, comme le recommande M.

de Belleval soient investis «entre 100 et 200 millions de dollars afin de réaliser une étude détaillée d'avant-projet, comme on la désigne dans le milieu de l'ingénierie. Par la suite, une décision éclairée pourrait être finalement prise quant au choix de l'option technologique; puis, on devrait effectuer les plans et devis détaillés et décider du montage financier et institutionnel approprié avant de lancer les travaux» devant être complétés dans «un délai d'environ cinq années».

Il faut rapidement réaliser un démo du TGV qui relierait le centre-ville de Montréal à son aéroport (et oui, le TGV n'irait pas à pleine vitesse tout comme une Ferrari ne va pas à 330 à l'heure dans la place Bonaventure lors du salon de l'auto).

Comme à Barcelone, ce TGV pourrait être relié en souterrain au métro et permettre, comme à Hong Kong, aux touristes et gens d'affaires de s'enregistrer, bagages compris.

Ensuite et parallèlement viendrait la réalisation des sections entre Montréal et Québec (imaginez le trajet en à peine une heure...) ainsi qu'entre Montréal et New York. Enfin, cette dernière section pourrait être subséquemment reliée à un réseau de train à très grande vitesse pour les villes de New York, Boston, Philadelphie et Washington.

Comme le rappelle Daniel Breton: «Le dernier à lancer un défi énergétique à son peuple en Amé-

rique du Nord a été Jimmy Carter, en 1977.»

Rien n'empêche notre premier ministre (supporté par le fédéral et par toutes les activités qui vont entourer la conférence des Nations unies de Copenhague sur les changements climatiques) d'investir de façon généreuse et visionnaire dans des solutions qui feront progresser l'économie et l'environnement du Québec pour plusieurs décennies. Rien n'empêche de lancer un programme des plus énergiques visant à améliorer l'efficacité énergétique du Québec, de chaque personne, organisation publique et entreprise de façon à fournir l'énergie électrique pour le TGV au coût environnemental et économique le plus bas.

Tout comme Obama, M. Charest devrait lancer un défi aux Québécois et supporter l'audace et l'innovation, à l'instar de JFK avant eux. Il nous faut des leaders québécois capables de traduire: «YES WE CAN». Enfin, comme le disait Bono de U2 dans leur tournée Vertigo de 2005: «Ce n'est plus le temps d'envoyer les hommes sur la Lune, c'est plutôt le temps de ramener les humains les deux pieds sur Terre» [...] pour que nous fassions face à nos obligations envers les générations futures avant que le réchauffement climatique et les autres formes de pollution hypothèquent trop sérieusement l'avenir de nos enfants et petits-enfants. Une question de vision et de génération.

IDÉES

Le Musée d'art contemporain de Montréal a besoin d'un coup de barre

MAURICE FORGET

Membre à vie du Musée d'art contemporain de Montréal ancien, administrateur du Musée (1992-96) et ancien président de la Fondation du Musée (1991-96)

L'actuelle controverse autour du (MACM) et en particulier les doléances du «Groupe des 80», maintenant passés, semble-t-il, à 110, soulèvent la nécessité d'une discussion en profondeur autour du statut de ce musée et de sa place dans le milieu québécois de la culture. La conclusion la plus affirmée de ces gens du milieu? Que le MACM a besoin d'une réforme fondamentale. En effet, le Québec mérite une institution d'importance nationale et internationale pour l'étude, la conservation et la présentation de l'art d'aujourd'hui.

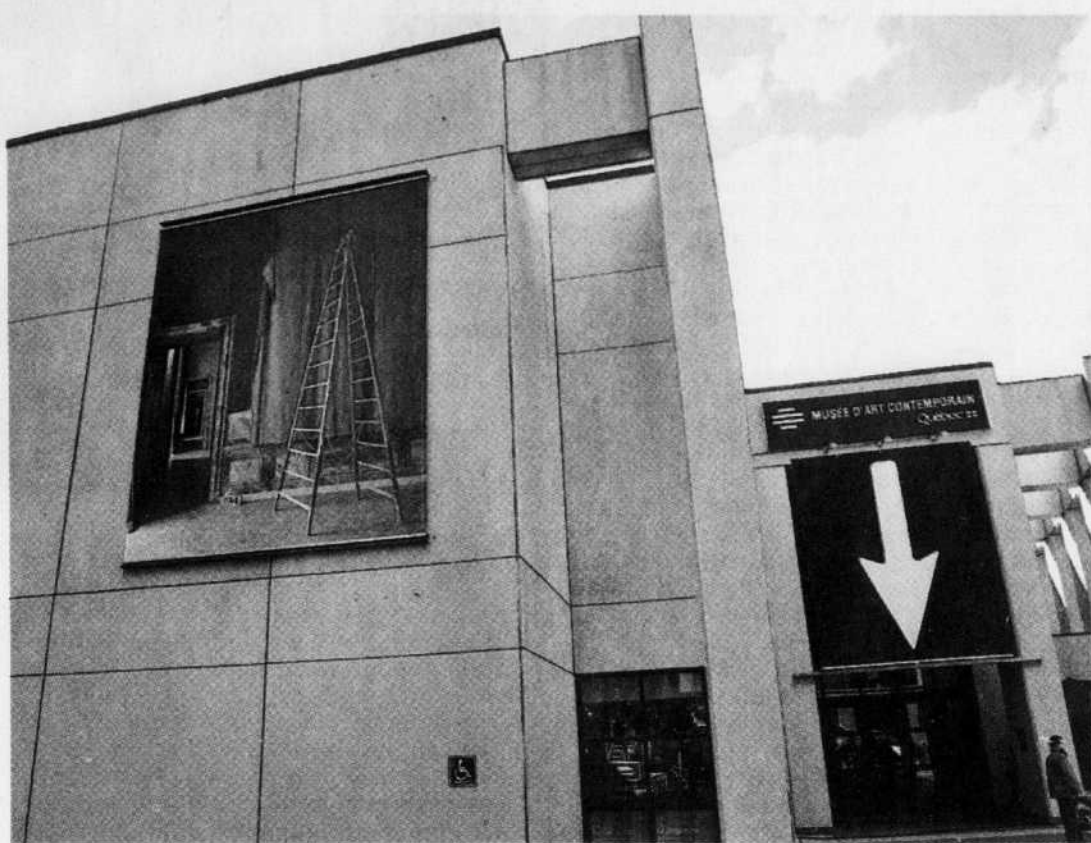
Malgré ses 40 ans d'existence, le MACM doit encore se faire une place dans l'affection des Montréalais. Lorsqu'on compare la relative obscurité du MACM aux succès visibles et à répétition de son grand concurrent, le Musée des beaux-arts de Montréal (MBAM), les raisons d'une préférence pour ce dernier sautent aux yeux. La programmation du musée de la rue Sherbrooke est riche et changeante et offre des expositions raffinées et d'un intérêt plus que local. Les vernissages sont courus par toutes les tranches de la société montréalaise, créant autour de chaque nouvelle exposition un sens de l'événement et de l'exceptionnel. Fort de ses 40 000 membres, le MBAM offre, autour de ses expositions, une panoplie d'événements attrayants, souvent placés sous les auspices d'une horde de bénévoles motivés. Les invitations, les catalogues et le magazine semestriel sont soignés et offrent un contenu sérieux et stimulant. La boutique et le restaurant du MBAM sont attirants. Des réceptions privées se tiennent plusieurs fois par semaine dans ses salles de réunion. C'est un musée de qualité internationale dont nous avons raison d'être fiers.

Pendant ce temps, à l'angle des rues Sainte-Catherine et Jeanne-Mance, le MACM, qui devrait lui aussi être un musée de haut calibre, n'arrive pas à se hausser au même niveau. Alors qu'il y a un engouement universel pour l'art contemporain, les Montréalais semblent indifférents à leur MACM. Les leaders du groupe de contestataires, dans leur deuxième lettre au président du CA du Musée, proposent plusieurs pistes de solution intéressantes. Même s'il est facile d'être d'accord avec leurs suggestions, il en ressort néanmoins une impression de simple réaménagement des ressources et une recherche de nouvelles façons de faire dans le même cadre, plutôt que l'ambitieux projet de réforme qu'on dit souhaiter. Pour en faire un grand musée, il faut donner au MACM des grands moyens.

Il importe donc d'identifier quelques changements fondamentaux à apporter:

■ Améliorer le financement. Le ministère de la Culture et des Communications du Québec fournit au MACM plus de 90 % de son budget annuel, soit 9,75 millions sur un total de 11,2 millions. Comme ses deux sœurs à Québec, le Musée national des beaux-arts et le Musée de la civilisation, le MACM est un «musée d'État» du Québec. À titre de comparaison, les subventions du Québec à ces deux autres musées sont respectivement de 15 millions et de plus de 26 millions. La contribution de l'État au MACM n'a presque pas bougé depuis 15 ans, et son financement privé est négligeable et stagnant. Il faut absolument augmenter le financement et en diversifier les sources.

■ Créer un immeuble plus grand et plus convivial. Dans l'euphorie du déménagement du MACM de la Cité du Havre au centre-ville en



L'entrée du Musée d'art contemporain de Montréal

1992, certains avaient déjà remarqué que le Musée était à l'étroit dans ses nouveaux lieux. Le bâtiment actuel est sans qualité particulière, simple contrefort à la limite ouest de la Place des Arts, sinon mur d'appui pour la fontaine en cascade de laquelle le Musée semble émerger. Paradoxalement, le parachèvement de la place des Festivals à côté du Musée, loin de rendre ce dernier plus présent, lui confère dans un rôle d'arrière-scène et diminue encore sa visibilité. Il est amusant de voir certaines photographies récentes de la façade du MACM, où une immense bannière à pour seul élément une énorme flèche servant à guider le visiteur vers une entrée autrement peu attirante.

Et ce n'est pas tout. Une fois à l'intérieur, le visiteur se retrouve dans une énorme rotonde vide et glaciale et il doit se faire indiquer le chemin pour monter aux étages. Ça prend un certain courage pour se rendre jusque-là. Et que dire de l'activité commerciale: la boutique n'est même pas située dans l'enceinte du Musée, alors que la librairie, exploitée par un concessionnaire, est enfouie, invisible, dans un sous-sol auquel on accède par un escalier long et peu vivant.

S'il est vrai que le projet d'expansion vers le silo n° 5 est mort, alors il faut trouver les moyens (et les architectes de talent) pour agrandir le Musée sur son site actuel, tout en lui donnant une personnalité plus forte et une nouvelle convivialité.

■ Enrichir la programmation. A cause du manque d'argent et d'espace, le MACM est incapable de montrer en permanence plus que quelques éléments de sa collection. Il y a certaines collections d'entreprises à Montréal qui présentent davantage d'œuvres d'art contemporain que le MACM. Pour les mêmes raisons, le MACM ne peut accueillir d'intéressantes expositions itinérantes qui viennent d'ailleurs, et ses propres expositions sont condamnées à rester à l'affiche trop longtemps. Il n'y a presque plus de conférences, de films ou de colloques. Depuis peu, le CA du MACM n'a plus de comité de programmation: est-ce faute de matière? Même si ni la qualité des expositions ni le talent des conservateurs ne sont en cause, il est manifeste que le

public reste sur sa faim.

■ Renforcer le rôle des bénévoles et multiplier les contacts avec la communauté. Au MACM, seuls les employés accomplissent plusieurs tâches qui sont l'apanage de bénévoles dans les musées de l'Amérique du Nord, comme l'accompagnement des visites et l'aide à la bibliothèque. Il n'y a pas au MACM de tâches stimulantes à offrir à des bénévoles motivés. Il est clair que ce sont les conventions collectives et les conditions de travail du personnel qui sont la cause de cette situation. Tout comme elles empêchent aussi la venue au MACM de commissaires invités, pour le temps d'une exposition ou pour une «résidence» à plus long terme. Il faudrait donc renégocier les contrats qui imposent de telles contraintes dans un milieu de haute créativité.

Il faut trouver les moyens pour agrandir le Musée sur son site actuel, tout en lui donnant une personnalité plus forte

Dans ses meilleures années, le MACM n'a jamais réussi à dépasser un millier de membres, et aujourd'hui il y en a moins que ça. Jusqu'en 2007, les membres étaient regroupés dans la Fondation du MACM qui organisait aussi les événements sociaux, dont un bal annuel et une vente aux enchères d'œuvres d'art fort courue. Depuis deux ans, le MACM a limité le rôle de la Fondation à celui d'une caisse fiduciaire, en sabordant son conseil et en faisant assumer par le Musée l'organisation des événements sociaux. Il faut faire revivre cet outil plus que valable de financement et d'appartenance, qui constitue l'un des rares points de contact entre le Musée et la communauté.

■ Obtenir un nouveau statut juridique. Le MACM n'aurait pas à souffrir de son statut de musée d'État si l'État en question, le gouvernement du Québec, lui accordait un financement digne de notre vitalité culturelle. Dans plusieurs pays d'Europe, les musées nationaux sont considérés comme des symboles du prestige national et ils sont financés à l'avenant. Ce n'est pas le cas du MACM.

Les neuf administrateurs du Musée, et notamment son président, sont désignés directement par la ministre de la Culture et des Communications. Alors que le MBAM possède, com-

me nous l'avons dit, un bassin de 40 000 membres pour doter ses deux conseils d'administration (celui du musée et celui de sa fondation) d'un total de 48 enthousiastes administrateurs choisis parmi les gens d'affaires, artistes, philanthropes et collectionneurs, les neuf membres du CA du MACM sont là soit parce qu'ils ont été proposés par la direction ou les administrateurs en place, ou encore parce qu'ils sont connus du monde politique. Cela n'en fait pas pour autant de mauvais administrateurs, mais il n'y a pas d'attentes spécifiques à leur endroit, et ils ne sont pas redevables de leur mandat à un «membership» exigeant ou à une direction ambitieuse.

Le MACM a appris à vivre avec son budget anémique, obtenu année après année sans effort mais aussi sans progression. Sauf à l'époque de la construction de son immeuble actuel, le Musée ne s'est pas senti obligé de se rapprocher des milieux de la philanthropie. La composition du CA reflète cette situation, avec une absence notable de représentants de la grande entreprise, du mécénat privé, des institutions financières, voire des artistes, mais surtout d'individus qui sont connus pour les retours d'ascenseur philanthropiques.

Il est souhaitable que le MACM recherche un nouveau statut «mixte», comme le MBAM: en échange d'une subvention annuelle (accrue, nous l'espérons), le gouvernement obtiendrait le droit de nommer une minorité seulement du CA. Et le MACM irait chercher les autres en s'ouvrant à la communauté et à la philanthropie, et en choisissant le nombre et les compétences de ses administrateurs qui conviennent aux besoins.

Comme le gouvernement du Québec, propriétaire des lieux, n'a pas encore manifesté le désir de donner un grand coup de barre, c'est à l'intérieur du Musée qu'il faut chercher la volonté de changement. Il reviendrait donc au CA et à la direction du Musée de donner le ton, et au premier chef, au directeur. La tâche de diriger un musée à notre époque devient de plus en plus complexe. Les directeurs, en plus d'être savants, doivent être des gestionnaires hors pair, des communicateurs éloquentes et des séducteurs du public, des donateurs, des subventionneurs et des gouvernements. Ils doivent s'occuper des ressources humaines et des finances. Ils doivent pouvoir instruire les membres du CA sur les attentes de l'institution à leur endroit, et non l'inverse. Aux États-Unis, les postes de direction dans les grands musées restent vacants longtemps alors qu'on cherche la perle rare. Le public admire les Thomas Hoving et Philippe de Montebello ou, plus près de chez nous, Glenn Lowry, le Canadien qui dirige le MOMA à New York ou Matthew Teitelbaum, qui vient de piloter la transformation complète du Art Gallery of Ontario, à Toronto. On ne peut assez insister sur l'importance primordiale des choix de recrutement dans les grands musées.

Il importe donc d'être ambitieux pour le MACM. D'autres intervenants, Culture Montréal par exemple, ainsi que la classe politique, doivent aussi s'intéresser à la question puisque toute inertie dans ce dossier fera perdre à Montréal l'avantage qu'elle a d'héberger le premier musée d'art contemporain au Canada et encore celui qui est le plus apte à briller sur les scènes nationale et internationale.

C'est dans ce contexte de réinvention du MACM qu'il faut analyser la nomination de Paulette Gagnon à la tête du Musée, ainsi que le processus qui a mené à cette décision. Car, sans une réflexion profonde sur le rôle et le statut du Musée dans l'ensemble des équipements culturels nationaux et sans un solide plan d'action, il sera difficile d'établir un consensus autour de la personne qui devrait occuper le poste de directeur, et tout aussi difficile pour celui qui l'occupe de faire sa marque en portant le Musée vers l'accomplissement de sa vraie destinée.

Visas pour les Mexicains et les Tchèques

Faiblesse troublante de Jean Charest

LOUISE BEAUDOIN

Députée de Rosemont
Porte-parole de l'Opposition officielle en matière de Relations internationales et de Francophonie

Il ne fallait pas être grand clerc pour comprendre que la toute récente décision d'Ottawa d'imposer un visa aux ressortissants mexicains et tchèques, en pleine saison touristique estivale, sans aucune préparation, allait porter un préjudice aux relations du Canada avec ces deux pays, et tout spécialement aux relations du Québec avec le Mexique. C'est à ce cas particulier que je vais m'attarder.

Car cette décision brutale entache fortement l'image du Canada au Mexique, comme l'a confirmé un ancien diplomate mexicain, Andrés Rosenthal, cité dans *Le Devoir* de mercredi dernier. En plus de l'impact négatif évident sur notre industrie touristique, c'est aussi l'image du Québec qui est ainsi grandement affectée.

Cela est d'autant plus choquant que le Québec entretient une présence active au Mexique depuis près de 30 ans, le gouvernement du Parti québécois ayant installé une Délégation générale à Mexico dès 1980. Les relations politiques, économiques et culturelles avec le Mexique en font un des partenaires internationaux majeurs du Québec. On doit donc légitimement craindre que la position du Québec au Mexique ne se dégrade alors que nous avons, en ces temps d'incertitudes économiques, besoin d'une coopération renforcée avec ce pays.

Le gouvernement Harper a pris cette décision unilatéralement, sans consultation aucune du gouvernement du Québec, alors que l'immigration est une compétence partagée. Compte tenu des conséquences néfastes de cette décision, pourquoi le gouvernement du Québec demeure-t-il silencieux dans ce dossier depuis maintenant plus d'une semaine? Est-il sous l'influence du gouvernement fédéral qui lui demande de se taire?

Pour justifier cette mesure restreignant les mouvements de personnes avec un pays

membre de l'ALENA, le Canada invoque l'importante croissance du volume de réfugiés. Est-ce qu'il y a vraiment péril en la demeure? Cela n'est pas évident du tout. Les dernières données disponibles indiquent, globalement, un mouvement contraire pour le Québec. En effet, le Québec n'a accueilli en 2008, toutes régions du monde confondues, que 4520 réfugiés, soit 23,8 % de moins qu'en 2007. On est donc loin de constater un mouvement de réfugiés déferlant chez nous!

Il y a, par ailleurs, c'est vrai, un accroissement du mouvement de demandeurs d'asile en provenance du Mexique. Mais ne serait-ce pas là une conséquence de l'échec des efforts du Québec à promouvoir l'immigration dans ce pays? Si les ressortissants mexicains se sentent obligés de venir au Canada et au Québec via le programme d'accueil des réfugiés, n'est-ce pas l'illustration, en partie, de l'échec du Québec à sélectionner correctement les travailleurs mexicains qui désirent venir au Québec?

Depuis une semaine, il est inquiétant de noter

l'absence du ministre des Relations internationales, Pierre Arcand, alors qu'il devrait faire entendre raison à Ottawa et réparer, si possible, les dommages pour la réputation du Québec au Mexique. Des mesures immédiates doivent être prises en ce sens par la Délégation générale à Mexico.

L'inaction du ministre des Relations internationales dans une affaire aussi importante pour les relations du Québec avec notre principal partenaire en Amérique latine traduit, à mon avis, le peu de sensibilité du gouvernement de Jean Charest à promouvoir et défendre efficacement et concrètement les intérêts du Québec dans le monde. Le gouvernement libéral laisse donc, encore une fois, les «grands dossiers» se régler par Ottawa, même si c'est au détriment des intérêts du Québec.

Le Parti québécois estime qu'il est aujourd'hui urgent que le gouvernement du Québec exige que les autorités fédérales révisent cette décision et que des mesures soient prises pour éviter de restreindre indûment l'accueil, au Québec, de ressortissants mexicains.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Stéphane Baillargeon (général), Clairandree Cauchy (éducation), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (consommation), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Pauline Gravel (sciences), Brian Myers (justice et faits de société), Louise-Madeleine Rioux-Soray (santé), Alexandre Shielids (général), Philippe Piquenois (pupitre), information politique: Michel David (économique), Hélène Buzzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Durriss (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque (reporter), information culturelle: Michel Bélar (théâtre et cahier Culture), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Paul Cauchon (médias), Frédérique Doyon (reporter), Caroline Montpetit (livres), Isabelle Paré (reporter), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre), information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins (reporter), Eric Desrosiers (reporter), Diane Turcotte (reporter), Dominique Remy (pupitre), information internationale: Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque (reporter), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives), Claude Précourt (responsable des pages thématiques), Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes), Michel Garneau (caricaturiste), Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices), Benoît Munger (responsable du site Internet), Emilie Folle-Boivin et Vincent Cauchy (commissaires Internet), Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction), Jean-Jacques Coulombe et Étienne Plamondon-Emond (commissaires à la rédaction), DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Olivier Spéical (Québec), Monique Blyer (Ottawa), PUBLICITÉ Julie Chretien (directrice adjointe), Amélie Bessette, Jean de Billy, Jennifer Boily-Demers, Jean-François Bosse, Manon Boillard, Marlène Côté, Richard Doungmal, Amélie Hatais, Claire Paquet, Elyssa Fortier, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebati (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires), PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Lemaître, INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TRIVAGE Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois, Jean-Robert Divers (responsable promotion), ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

ACTUALITÉS

EVOKATIVE

SUITE DE LA PAGE 1

Grands voyageurs, les parents ont en outre transmis à leur fille une ouverture sur le monde, un goût de l'ailleurs. «À 15 ans, je suis partie à l'aventure avec mon sac à dos. Plus tard, j'ai vécu un an en Écosse pour parfaire mon anglais.» Et la piqure du cinéma dans tout ça? «Je ne sais pas trop d'où ça vient. Je regardais beaucoup de films à Télé-Québec. Je me souviens qu'Épouses et Concubines m'avait jetée par terre. Le raffinement de la mise en scène de Zhang Yimou, le dépassement... À la même époque, je me retapais en boucle Dune, de David Lynch!» L'Asie et la culture de l'étrangeté: deux des marques de commerce d'Evokative Films. «J'ai grandi avec La Course Destination monde. Et il y a eu FanTasia: dès la deuxième édition, je suis devenue une spectatrice fidèle. Cette offre-là dans le cinéma de genre me parlait beaucoup.»

Le rêve se concrétise

Après des études en marketing de la mode, Stéphanie Trépanier prend du service dans l'entreprise familiale, qui n'a rien à voir avec l'une ou l'autre de ses passions, et se familiarise avec ses différents secteurs. «Ça a été la meilleure école qui soit, se souvient-elle. L'expérience concrète de la facturation, des commandes et tout ce qui constitue le quotidien d'une compagnie, ça m'a été d'une aide inestimable quand j'ai décidé de me lancer.»

Un plongeon qu'elle effectue après avoir cumulé d'autres expériences, celles-là liées à son domaine. «Je suis retournée étudier, cette fois en relations publiques. Quand est venu le moment de faire mon stage, j'ai approché les gens de FanTasia — je les ai harcelés plutôt, précise-t-elle en riant. Et je me suis retrouvée responsable des communications!»

Fort de deux années au service de l'événement, elle occupe un poste chez Christal Films, où elle gère la division anglophone de l'entreprise. Mais c'est plus tard, lorsqu'on la charge du département des DVD, que le vieux rêve se réveille. «J'avais l'occasion de tout voir, de la conception des pochettes aux chiffres de vente. En m'attardant à certains titres, j'ai eu la confirmation que mon idée d'une maison de distribution spécialisée dans les cinémas de genre n'était peut-être pas si saugrenue.» Christal Films a connu les difficultés que l'on sait, mais, quand le navire a coulé, Stéphanie Trépanier était déjà en cale sèche à figurer sa propre barque. «La collection Criterion m'a beaucoup inspiré; sa qualité, sa diversité, mais aussi son identité visuelle hautement reconnaissable. Avec Evokative Films, je te-

nais à apposer sur chaque DVD une signature bien définie.»

Un marché en mutation

On le sait, l'industrie cinématographique vit de grands bouleversements. Ici, par exemple, il n'est plus rare que des productions étrangères de qualité prennent directement le chemin du DVD. Si les gens vont moins au cinéma, il ne faudrait cependant pas croire que le septième art a perdu de sa popularité. Même dans son créneau spécialisé, Stéphanie Trépanier est très au fait des mutations du marché.

«Initialement, je n'envisageais même pas distribuer en salle, mais comme certains producteurs préfèrent une sortie sur grand écran, je me suis ravisée. Et c'est vrai que l'expérience de la salle, avec un public, c'est quelque chose de particulier, de fort. Cela dit, quand je regarde les chiffres de Hansel & Gretel, qui est sorti en salle, et ceux de Crying Fist, qui lui est paru directement en DVD, ce sont les mêmes.» Voilà qui fait réfléchir quand on considère les coûts d'exploitation en salle et toute la publicité qui s'y rattache. Pourquoi en la matière Stéphanie Trépanier vise avant tout Internet, média de choix d'une clientèle rompue aux achats en ligne. Et l'épineuse question du téléchargement? «Ça ne m'effraie pas: c'est une réalité dont je compte tirer profit. On en est là, rien ne sert d'être en déni. Éventuellement, j'aimerais que les internautes puissent télécharger les films depuis le site. Il y en aura toujours pour refuser de payer, mais en assurant une bonne qualité...» En effet, le modèle ne réussit pas trop mal aux différents sites payants de téléchargement musical.

Comment Stéphanie Trépanier entrevoit-elle l'avenir d'Evokative Films? «J'espère continuer de sortir une dizaine de titres par année. Être un petit joueur a ses avantages, à commencer par celui d'être son propre patron! Je ne me prends jamais les pieds dans les guerres de surenchère pour acquérir les droits de distribution d'un film. Je me concentre sur des petits bijoux auxquels personne ne s'est intéressé. Jusqu'à présent, mon catalogue comporte quelques titres français, mais il met surtout de l'avant des titres japonais et sud-coréens.» Ces pays ont en effet connu un boom cinématographique incroyable. Chan-wok Park, Kim-ki Duk et Johnny To: autant de noms avec lesquels il faut désormais compter. «À présent, je veux me concentrer sur les pays scandinaves. J'ai la Norvège et le Danemark dans ma mire: il se produit là-bas un cinéma de genre mélangé à souhait des plus originaux.» On en a déjà l'eau à la bouche!

Collaborateur du Devoir

TRAIN

SUITE DE LA PAGE 1

et aux Canadiens à ce moment si important de l'année», a fait savoir le porte-parole de Via Rail Canada, Malcolm Andrews.

«Le processus proposé par le médiateur va permettre aux parties de résoudre des questions en suspens et surtout permettre à Via de reprendre le service», a ajouté Paul Côté, le président et chef de la direction de Via Rail Canada.

Le président de la Conférence ferroviaire de Teamsters Canada (CFTC), Daniel J. Shewchuk, estime qu'un règlement rapide apparaissait impossible. «Nous sommes arrivés à la conclusion qu'il n'y avait pas d'entente possible à court terme. Après avoir évalué la situation en détail, nous avons décidé que la meilleure décision était d'impliquer un arbitre dans le dossier. La grève aurait pu durer des semaines, voire des mois», a-t-il dit.

«La décision d'aller en grève n'a pas été prise à la légère et nous devons trouver un moyen pour faire comprendre à l'employeur que le dossier devait avancer», a expliqué M. Shewchuk.

Les mises à pied des 2400 employés de soutien du transporteur ferroviaire en raison de la grève de leurs confrères ont du coup été annulées hier. Les travailleurs



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Les trains de Via Rail ont recommencé à circuler hier à Montréal et Toronto. Le service devrait être complètement rétabli ce matin dans tout le Canada.

ont d'ailleurs déjà été rappelés au travail par leur employeur.

Le ministre du Travail, Rona Ambrose, et le ministre d'État aux Transports, Rob Merrifield, se sont réjouis de ce règlement. «La conclusion de cette entente aidera les familles canadiennes, dont bon nombre dépendent du service de Via Rail, et donnera un coup de pouce à l'économie nationale en cette période de l'année où le touris-

me bat son plein», a affirmé Mme Ambrose.

La convention collective des 340 chefs de train et chefs de triage est échu depuis le 31 décembre 2006. L'organisation des horaires, les salaires, les avantages sociaux et la formation de la main-d'œuvre se trouvent au cœur du litige.

Par ailleurs, Malcolm Andrews a assuré que Via Rail est disposée à compenser les clients

qui ont subi des inconvénients liés la grève. «Nous avons offert des échanges et des remboursements. S'il y a des cas qui restent à être réglés, nous les regarderons», a-t-il dit. Quelque 11 000 personnes voyagent avec Via Rail Canada en moyenne chaque jour. Ce nombre grimpe à 12 500 durant l'été.

Le Devoir
Avec la Presse canadienne

ALLAITEMENT

SUITE DE LA PAGE 1

consacre à peine une dizaine de pages au biberon dans son chapitre de 140 pages sur l'alimentation des bébés. Dans les salles d'accouchement, les cliniques et les CLSC, toute l'attention est donnée aux mamans qui choisissent l'allaitement.

Marianne Saint-Jacques l'a constaté à ses dépens. Consciente d'être à contre-courant, cette jeune mère a choisi l'allaitement mixte. «C'était important de pouvoir dormir et de récupérer après l'accouchement. Je voulais aussi que mon conjoint s'imprime et qu'il puisse passer du temps collé sur le bébé», explique la jeune maman de deux bambins. En suivant les cours prénatals avant sa première grossesse, elle a vite senti que les questions qu'elle posait sur le biberon pour connaître les meilleures tétines et les quantités de lait à donner n'étaient pas les bienvenues.

«C'était comme si on ne m'entendait pas. Toutes les informations qui étaient données portaient sur l'allaitement maternel: la quantité de selles normales pour un bébé allaité, les techniques à utiliser. Mais on refusait de m'informer quand je disais que je ne voulais

pas allaiter tout le temps», raconte cette psychologue.

Mme Saint-Jacques déplore cette pression inutile sur les jeunes mamans. «Moi, toute cette pression pour allaiter a eu l'effet inverse. J'aurais peut-être allaité plus longtemps, mais je me battais contre cette culpabilisation. On me disait que, si je n'allaitais pas, mes enfants allaient être moins intelligents et que leur attachement allait être moins grand. En tant que psychologue, je ne peux pas endosser ça», note-t-elle. «Une mère pas trop fatiguée et heureuse va faire une meilleure job qu'une maman épuisée parce qu'elle a allaité alors qu'elle n'en pouvait plus», ajoute la jeune femme en dénonçant cette «propagande».

La police de l'allaitement

Le vice-président directeur de la Société canadienne des gynécologues-obstétriciens, André Lalonde, déplore lui aussi cette trop grande pression sur les mères. «Je suis très favorable à l'allaitement, mais ce ne sont pas toutes les mères qui peuvent [le faire]. Malheureusement, on les ostracise et on les rend coupables. C'est le monde à l'envers. Il faudrait éviter d'avoir une telle poli-

ce de l'allaitement», soutient-il. Sans blâmer qui que ce soit, il constate que cet «endoctrinement» en faveur de l'allaitement à tout prix est surtout répandu «dans le domaine du nursing», que ce soit dans les CLSC ou les milieux hospitaliers.

En 1991, l'OMS et l'UNICEF ont lancé l'initiative «Hôpitaux amis des bébés», une certification donnée aux hôpitaux ayant adopté certains principes visant à encourager et à soutenir l'allaitement maternel. Au début des années 2000, le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec s'était même donné comme objectif d'y voir adhérer au moins 20 services de maternité et 40 CLSC. Des principes qui ne sont pas étrangers à cette «attitude pro-allaitement», note le Dr André Lalonde.

«Il y a peut-être une certaine compétition dans le milieu. On veut montrer que notre hôpital bat des records de taux d'allaitement à la naissance. Mais il faut un juste milieu», indique l'obstétricien d'Ottawa, qui a longtemps travaillé à l'hôpital LaSalle. «Le concept que promeut l'UNICEF est contre l'allaitement artificiel. Mais un hôpital qui n'explique pas à une

femme qui vient d'accoucher comment se préparer à toutes les éventualités, ce n'est pas mieux», ajoute-t-il. Lui-même affirme avoir dû se battre avec le gouvernement ontarien pour que le livre de conseils sur la maternité qu'il a coécrit, *Healthy beginnings* («Partir du bon pied»), soit reconnu en dépit des informations sur la formule lactée qu'il contient.

Le Dr Lalonde croit qu'une information incomplète sur l'alimentation du nourrisson présente un danger. «On sait que, dans certains milieux, certaines femmes qui n'allaitent pas leur enfant vont diluer la préparation lactée pour l'économiser», souligne-t-il. Une inquiétude qui trouve écho chez C., une infirmière de la Rivière-Sud qui a voulu garder l'anonymat par crainte de représailles. «Moi, j'ai vu des bébés complètement déshydratés parce que les mamans ne savaient pas bien comment les nourrir avec la formule», reconnaît-elle. «Comme intervenante, je dois marcher sur des œufs et donner des conseils en cachette aux femmes qui n'allaitent pas.»

Le Devoir

TOUR

SUITE DE LA PAGE 1

Mais c'est bien sûr l'Espagnol Contador qui a signé l'exploit le plus porteur en ramenant une deuxième tunique jaune à Paris. Vainqueur une première fois en 2007, Contador élargit ainsi à 26 ans un palmarès qui le place d'emblée parmi les champions les plus imposants de la petite reine, après ses succès en Italie et en Espagne sur les grands tours de 2008.

Il aura imposé au Tour 2009 une domination complète. Malgré une situation difficile à l'intérieur de sa propre équipe — les relations avec son encombrant coéquipier Lance Armstrong ont fait la manchette —, Contador n'a jamais connu de baisse de régime. Écrasant une montagne (il a largué tout le monde sur un démarrage impeccable dans la montée de Verbier), dominant dans le contre-la-montre, le coureur a contrôlé la course avec une nette facilité. Samedi, dans l'éreintante

montée du mont Ventoux, il s'est contenté de coller à la roue d'Andy Schleck, réagissant sans effort à toutes ses attaques, fluide et impérial pour assurer sa victoire à Paris. Aucune des 21 étapes ne l'a vu défaillir ou faiblir: Contador fut simplement le plus fort, dans toutes les phases de la course.

Derrière lui, le Tour aura permis aux frangins Schleck (Andy et Franck) de s'épanouir: au final, Franck termine cinquième, alors qu'Andy prend le deuxième rang, à 4 minutes 11 de Contador. Il s'agit de l'écart le plus important depuis la dernière victoire de Lance Armstrong, en 2005.

Ce même Armstrong, justement, dont le retour en piste a monopolisé une immense part de l'attention médiatique réservée au Tour. Le «vieux» n'a visiblement pas trop perdu de jambes en trois ans et demi de retraite: une troisième place au final, à 5 min 24 de son coéquipier. À 38 ans, c'est la meilleure performance depuis la troisième

me place de Raymond Poulidor en 1976. Il était âgé de 40 ans.

Armstrong n'a plus la puissance d'antan, mais il n'a rien perdu de sa science de la course, ni de son désir de vaincre, ont pu noter les amateurs. Et ses couleurs sont déjà affichées: en 2010, le septuple champion sera le leader d'une nouvelle équipe, RadioShack, et il se pointera au départ avec un niveau de préparation meilleur que cette année, disait-il hier.

On mentionne aussi au chapitre des honneurs individuels le maillot vert (classement par points) du Norvégien Thor Hushovd, et le maillot à pois (meilleur grimpeur) de l'Italien Franco Pelligozotti.

Pas de dopage?

Cela dit, le Tour 2009 a aussi été marqué par l'absence de cas révélé de dopage. Un calme inédit depuis belle lurette: l'édition 2006 a été marquée par l'expulsion du grand vainqueur, Floyd Landis, bourré de testostérone.

Celle de 2007 avait déraillé après le renvoi du petit poulet danois Michael Rasmussen et du Kazakh Alexander Vinokourov.

En 2008, une pléthore de cas étaient apparus... mais la plupart après l'arrivée à Paris: on comptait parmi les «victimes» Stefan Schumacher, vainqueur des contre-la-montre, puis les animateurs de montagne Riccardo Riccio, Leonardo Piepoli et Bernhard Kohl (maillot à pois, troisième au général).

C'est ce qui fait dire à plusieurs qu'il vaudrait mieux attendre quelques semaines avant de crier victoire. Dans un sport miné par la dope, les soupçons demeurent. Un sondage mené par un quotidien français pendant le Tour indiquait d'ailleurs que 80 % des Français doutaient de la probité des vainqueurs.

C'est ainsi quand on fréquente la pharmacopée depuis toujours. Il est d'ailleurs bon de rappeler que les frères Pélissier avouaient dès 1924 leur arme secrète pour faire le Tour: pilules

et autres pommades. Ou que tous les vainqueurs depuis 1996 ont été soupçonnés ou pris en flagrant délit d'usage de vitamines extra-fortes.

Cette année, l'ancien champion Greg LeMond a relancé la polémique en s'interrogeant publiquement sur les capacités phénoménales d'Alberto Contador. «Il y a quelque chose qui cloche», écrivait LeMond la semaine dernière, en calculant la consommation maximale d'oxygène (VO₂ max) du vainqueur. Contador a refusé de répondre aux questions des journalistes à ce sujet.

On pourrait donc avoir quelques surprises dans les prochaines semaines. Il est possible que l'Union cycliste internationale retarde la publication de certains résultats pour éviter de plomber la course. Mais il est aussi possible que les tests n'aient rien révélé pour l'instant et qu'une seconde analyse dans quelques mois permette de mettre à jour quelques secrets. C'est ce qui

s'est passé en 2008 avec l'EPO de troisième génération.

Dernière chose: le passeport biologique, qui permet de suivre le profil sanguin des coureurs et de détecter toute anomalie, vient d'être implanté dans le cyclisme et donnera ses pleins résultats à mesure que le profil de chaque coureur sera étoffé.

Il a déjà permis d'empêcher quelques indésirables de prendre le départ de cette dernière Grande Boucle. Pour le reste, deux choix demeurent: croire que le peloton se purifie réellement, ou bien rester convaincu qu'il y a davantage que de l'eau claire dans les bidons des plus rapides.

Dans ce cas, on encouragera la «lanterne rouge», le valeureux dernier du classement. Avec plus de 4 heures et 16 minutes de retard sur Contador, on présume que le Belarusse Yauheni Hutarovich roule clair...

Le Devoir
Avec l'AFP, Reuters
et Le Monde

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.
Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390